

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1512

[C - 2009/27081]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les prises d'eau souterraine, les zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.169, D.171 à D.174 et D.435;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 13 juin 2007;

Vu l'avis 43.797/4 du Conseil d'Etat, rendu le 14 janvier 2008 conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article R. 90 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les points 14^o et 15^o sont remplacés par les points suivants :

14^o « nappe captive » : nappe d'eau souterraine située dans un milieu perméable surmonté par une couche géologique peu ou pas perméable; la charge hydraulique de l'eau qu'elle contient est supérieure à la cote du toit de la nappe;

15^o « nappe libre » : nappe d'eau souterraine située dans un milieu perméable, saturé sur une hauteur généralement variable, et surmonté d'un milieu perméable sec ou non saturé; généralement, la nappe est limitée vers le bas par un substratum imperméable.

§ 2. A l'article R. 90., 18^o du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le mot « certaine » est ajouté devant le mot « filtration » et les mots « et en assurent la protection contre les risques de contamination » sont supprimés.

§ 3. A l'article R. 90. du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le point n^o 22 est remplacé par le point suivant :

22^o « zone d'alimentation » : zone dans laquelle l'ensemble des lignes de flux se dirigent vers l'ouvrage de prise d'eau.

§ 4. A l'article R. 90. du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le point n^o 27 est abrogé.

Art. 2. La section 2 du Chapitre III du Titre VII de la 2^e partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est remplacée par la section 2 suivante :

« Section 2. — Prises d'eau souterraine, zones de prises d'eau, de prévention et de surveillance.

Sous-section 1^{re}. — Définitions

Art. R. 153. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1^o concentration maximale admissible : la concentration pour les pesticides :

a) 0,1 µg/l par substance individuelle, sauf pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde pour lesquelles la concentration maximale admissible est de 0,03 µg/l;

b) 0,5 µg/l au total;

2^o installation de surface : la partie de l'ouvrage de prise d'eau située en surface ainsi que le bâtiment le protégeant, y compris les systèmes d'aération et les regards de contrôle;

3^o pesticides :

a) - les insecticides organiques;

b) - les herbicides organiques;

c) - les fongicides organiques;

d) - les nématocides organiques;

e) - les acaricides organiques;

f) - les algicides organiques;

g) - les rodenticides organiques;

h) - les produits antimoisissures organiques;

i) - les produits apparentés (notamment les régulateurs de croissance);

j) - leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction pertinents;

4^o pompage d'essai : un pompage n'excédant pas une durée de douze mois réalisé en vue de déterminer les caractéristiques de l'aquifère sollicité;

5^o pompage temporaire : un pompage réalisé à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;

6^o prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau souterraine;

7^o réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée;

8^o réservoir aérien non accessible : un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible;

9^o réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai;

10^o rejet : l'introduction de substances et de matières dans les eaux souterraines avec ou sans cheminement dans le sol ou le sous-sol;

11^o substances relevant de la liste I ou II : toute substance mentionnée dans la liste I ou dans la liste II de l'annexe XX;

12° Ministre : le Ministre de l'Environnement;

13° Administration : le département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Sous-section 2. — Zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

Art. R. 154. § 1^{er}. Une zone de prise d'eau est établie autour de tout ouvrage de prise d'eau souterraine.

La zone de prise d'eau est délimitée par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations en surface strictement nécessaires à la prise d'eau.

Cette zone ainsi constituée est appelée zone I.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, en ce qui concerne les pompages d'essai, les pompages temporaires et les prises d'eau situées dans une carrière en activité, le permis d'environnement précise les limites de la zone de prise d'eau.

Art. R. 155. § 1^{er}. Une zone de prévention est déterminée en nappe libre pour toute prise d'eau potabilisable destinée à la distribution publique ou au conditionnement d'eau minérale ou de boisson rafraîchissante, de bière, de cidre, de vin de fruits ou d'autres boissons fermentées.

§ 2. Une zone de prévention peut être déterminée pour toute prise d'eau visée au § 1^{er} en nappe captive, ainsi que pour toute prise d'eau destinée à d'autres usages.

Dans ce cas, la demande de délimitation de la zone de prévention peut émaner de l'exploitant, ou être imposée par le Ministre.

§ 3. Les périmètres de protection établis en application de l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales sont assimilés aux zones de prévention éloignée pour l'application de la présente section.

Art. R. 156. § 1^{er}. En nappe libre, la zone de prévention d'une prise d'eau est scindée en deux sous-zones, appelées respectivement zone de prévention rapprochée, ou zone IIa, et zone de prévention éloignée, ou zone IIb.

La zone IIa est comprise entre le périmètre de la zone I et une ligne située à une distance de l'ouvrage de prise d'eau correspondant à un temps de transfert de l'eau souterraine jusqu'à l'ouvrage égal à 24 heures dans le sol saturé. A défaut de données suffisantes permettant la délimitation de la zone IIa suivant le principe défini ci-dessus, cette zone est délimitée par une ligne située à une distance horizontale de 35 mètres à partir des installations de surface, dans le cas de puits, et par deux lignes situées à 25 mètres de part et d'autre de la projection en surface de l'axe longitudinal dans le cas de galeries et de drains.

La zone IIb est comprise entre le périmètre extérieur de la zone IIa et une ligne située à une distance de l'ouvrage de prise d'eau correspondant à un temps de transfert de l'eau souterraine jusqu'à l'ouvrage égal à 50 jours dans le sol saturé.

A défaut de données suffisantes permettant la délimitation de la zone IIb suivant le principe défini ci-dessus, le périmètre de cette zone est distant du périmètre extérieur de la zone IIa de :

- 100 mètres pour les formations aquifères sableuses;
- 500 mètres pour les formations aquifères graveleuses;
- 1 000 mètres pour les formations aquifères fissurées ou karstiques.

La zone IIb ne dépasse toutefois pas le périmètre extérieur de la zone d'alimentation.

Lorsqu'il existe des axes d'écoulement préférentiel de circulation des eaux souterraines alimentant l'ouvrage de prise d'eau, la zone IIb est étendue le long de ces axes sur une distance maximale de 1 000 mètres et sur une largeur au moins égale à celle de la zone IIa.

Ces distances peuvent être révisées si une acquisition ultérieure de données permet d'établir la zone IIb en fonction des temps de transfert ou des limites de la zone d'alimentation.

§ 2. En nappe captive, si il existe un risque de pollution, la zone de prévention est la zone à l'intérieur de laquelle le temps de transfert est inférieur à cinquante jours dans le sol saturé. Cette zone a les caractéristiques d'une zone de prévention éloignée.

Art. R. 157. Par dérogation aux articles R. 154 et R. 156 la délimitation des zones de prise d'eau et de prévention peut coïncider avec des repères ou des limites topographiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d'eau, des clôtures, des fronts de bâtisses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Art. R. 158. Une zone de surveillance peut être déterminée pour toute prise d'eau.

A l'exception des prises d'eau destinées à la production d'eau de source, d'eau minérale naturelle ou d'eau thermale, pour lesquelles l'établissement de la zone peut être demandé par l'exploitant, le projet de zone relève de l'initiative du Ministre.

Sous-section 3. — Procédure de délimitation des zones de prévention et de surveillance

Art. R. 159. § 1^{er}. Lorsque la demande de délimitation de la zone de prévention ou de la zone de surveillance émane de l'exploitant conformément aux articles R. 155. § 2. et R. 158, le Ministre statue sur l'opportunité de délimiter cette zone de prévention ou de surveillance.

§ 2. Avant que l'exploitant introduise une demande de permis d'environnement ou envoie une déclaration pour la prise d'eau, le projet de délimitation d'une zone de prévention ou d'une zone de surveillance est envoyé à l'Administration en trois exemplaires par l'exploitant, soit à son initiative, soit à la demande du Ministre. Il comprend les documents suivants :

1° un dossier explicatif ou une note explicative justifiant la proposition de délimitation et, le cas échéant, une description des moyens ayant servi à la délimitation de la zone de prévention ou de la zone de surveillance;

2° un plan dressé à l'échelle maximum de 1/1 000 où sont indiquées la situation des ouvrages de prise d'eau et les limites des zones de prise d'eau, de prévention ou de surveillance projetées;

3° un exemplaire d'une carte géologique à l'échelle de 1/40 000 au minimum où sont indiquées la situation et les limites de la zone de prévention ou de la zone de surveillance projetée;

4° un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention ou de surveillance projetées;

5° un programme d'actions qui comprend une estimation des actions à mener par l'exploitant pour protéger la zone ainsi qu'une évaluation de l'indemnisation des dommages directs et matériels résultant de l'obligation pour les tiers de mettre leurs ouvrages, constructions ou installations existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention ou la zone de surveillance, en conformité avec les dispositions des articles R. 165. à R. 168. Il présente une description de la nature des actions, une évaluation de leur coût et un planning prévisionnel de réalisation. Lorsque le programme d'actions n'est pas joint au projet en raison d'une zone d'ampleur trop importante ou de difficultés techniques, l'exploitant joint une estimation du coût d'établissement de la zone de prévention ou de la zone de surveillance et des actions envisagées par l'exploitant pour protéger la zone, ainsi qu'une évaluation de l'indemnisation des dommages directs et matériels résultant de l'obligation pour les tiers de mettre leurs ouvrages, constructions ou installations existants en conformité avec les dispositions des articles R. 165 à R. 168.

Après examen du dossier et obtention éventuelle de compléments au dossier, l'administration déclare celui-ci complet et le transmet pour approbation au Ministre.

Art. R. 160. Dès l'approbation du projet par le Ministre, l'exploitant est invité à fournir à l'administration :

1. l'ensemble des planches et matrices cadastrales originales les plus récentes telles que fournies par l'administration du cadastre;
2. une copie des extraits de matrice cadastrale avec mention des noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans la zone de prévention ou dans la zone de surveillance, en autant d'exemplaires que de dossiers;
3. la mise à jour, si nécessaire, des plans initiaux du projet;
4. si l'enquête publique concerne plus d'une commune, la reproduction du dossier complet en autant d'exemplaires supplémentaires nécessaires.

Après réception des documents visés à l'alinéa 1^{er}, l'administration envoie à l'exploitant une lettre recommandée à la poste déclarant le dossier de délimitation de la zone prévention ou de la zone de surveillance complet.

Sous-section 4. — L'enquête publique

Art. R. 161. § 1^{er}. Les projets de zones de prévention et de surveillance ainsi que les projets de programmes d'actions sont adressés par le Ministre, avec leurs annexes, aux communes sur le territoire desquelles s'étend tout ou partie des zones précitées.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège communal organise une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 2. Après l'enquête publique, le Ministre prend un arrêté déterminant la zone de prévention visée à l'article R.156. ainsi que le programme d'actions visé à l'article R. 159. § 2 et réglementant les activités dans cette zone. Il en informe l'exploitant, les communes concernées, la direction extérieure de la direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie du Service public de Wallonie et toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique, ainsi que la Société publique de Gestion de l'Eau lorsqu'elle est liée à l'exploitant par un contrat de service de protection de l'eau potabilisable.

A défaut de programme d'actions, le Ministre fixe une échéance pour l'introduction du programme d'actions dans l'arrêté de délimitation de la zone. Avant son adoption par le Ministre, le programme d'actions est soumis à enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. Après l'enquête publique, le Ministre prend un arrêté déterminant la zone de surveillance visée à l'article R. 158 ainsi que le programme d'action visé à l'article R. 159. § 2 et réglementant les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la direction extérieure de la direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie du Service public de Wallonie et toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique.

Sous-section 5. — Mesures de protection

Art. R. 162. Pour les ouvrages, constructions et installations existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, le Ministre adopte le programme d'actions et, sans préjudice des délais visés aux articles R. 165, § 2, 1°, alinéas 4 et 5, 2°, alinéa 3, § 4 et R. 166. § 3, 1° et § 4, fixe les délais d'application des dispositions des articles R. 165. à R. 167. sur la base d'un projet de programme d'actions établi par l'exploitant et approuvé par la Société publique de la Gestion de l'Eau lorsqu'elle est liée à l'exploitant par un contrat de service de protection de l'eau potabilisable. Après l'adoption du programme d'actions par le Ministre, l'exploitant en informe les personnes visées par les travaux de mise en conformité. Les délais sont fixés dans le respect de l'article D. 22. § 2.

A l'exception des situations d'urgence motivées par un risque imminent, les délais fixés par le Ministre et opposables aux tiers ne peuvent être inférieurs aux délais de référence figurant à l'annexe LV.

Art. R. 163. Sont considérés comme des nouveaux établissements, les extensions d'établissements existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention lorsqu'elles impliquent une augmentation de plus de 25 % de la capacité d'installation existante à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention.

Art. R.164. § 1^{er}. Les mesures de protection visées aux articles R. 165 à R. 168 s'appliquent dans les zones désignées par le Ministre.

Le Ministre peut prescrire des mesures de protection qui complètent les mesures visées aux articles R. 165 à R. 168 ou des mesures alternatives.

Dans ce cas, le résultat escompté pour la protection de l'homme ou de l'environnement est au moins équivalent à celui qui serait obtenu s'il n'y avait pas dérogation.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, le Ministre peut dispenser ponctuellement de l'obligation de respecter certaines mesures de protection visées aux articles R. 165 à R. 168 lorsqu'au moins une des conditions suivantes est rencontrée :

1° lorsque le risque de dégradation des eaux souterraines lié à une telle dispense est négligeable tout comme le bénéfice environnemental qui serait escompté de la réalisation des mesures de protection visées aux articles R. 165 à R. 168;

2° lorsque les conséquences techniques et/ou financières des impositions sont disproportionnées par rapport au bénéfice environnemental attendu;

3° lorsque d'autres mesures assurent un niveau équivalent de protection vis à vis de la nappe.

Art. R. 165. § 1^{er}. En zones de prévention éloignée et rapprochée, sont interdits :

1° les circuits ou terrains de « sports moteurs » utilisés de façon permanente et non permanente visés par la rubrique 92.61.10 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

2° les puits perdants, en ce compris ceux évacuant exclusivement des eaux pluviales.

§ 2. En zones de prévention éloignée et rapprochée :

1° l'épandage de fertilisants n'est autorisé que pour couvrir les besoins physiologiques en azote des végétaux, en veillant à limiter les pertes d'éléments nutritifs.

Toutefois, si le Ministre constate que la prise d'eau présente une teneur moyenne annuelle de plus de 35 mg NO₃⁻/l, ou plus de 20 mg NO₃⁻/l avec une tendance à la hausse, il prend les mesures adéquates conduisant à la modification de certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de réduire l'introduction de nitrate dans les eaux souterraines. Ces mesures restent d'application jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues en dessous de 20 mg NO₃⁻/l et maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins. Il peut notamment limiter les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés aux doses maximales autorisées en zone vulnérable prévues au chapitre IV du présent titre.

Par ailleurs, le Ministre peut prendre des mesures en dessous des seuils fixés à l'alinéa précédent lorsque les prises d'eau concernées exploitent de l'eau minérale naturelle dont la teneur en nitrate est faible et qui nécessite une protection adaptée afin de maintenir cette teneur stable.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont d'application immédiate dès la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant les zones de prévention.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues aux alinéas 2 et 3 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre;

2° si le Ministre constate que la concentration en pesticides excède, dans les eaux réceptrices :

- 75 % de la concentration maximum admissible fixée pour les eaux alimentaires, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou

- 75 % de la concentration maximum admissible fixée pour les eaux alimentaires, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances,

il prend les mesures adéquates conduisant à la modification de certaines pratiques agricoles, domestiques et autres allant jusqu'à l'interdiction d'épandage de produits pesticides afin de réduire l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les 75 % des concentrations maximales admissibles fixées pour les eaux alimentaires et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 1^{er} s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre;

3° les stockages de 100 litres à 3 000 litres d'hydrocarbures répondent aux mêmes exigences que celles qui figurent à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Les stockages de plus de 3 000 litres d'hydrocarbures ou de plus de 100 litres de produits liquides contenant des substances des listes I ou II répondent aux exigences de la législation en vigueur relative à ces installations de stockage.

Complémentaire à ces dispositions, les mesures suivantes sont également obligatoires :

- les stockages aériens d'engrais liquides et de pesticides sont contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite;

- les surfaces de collecte, les encuvements, les bacs de rétention et les fosses étanches sont laissés libres. Ils sont protégés contre les venues d'eau pluviale et d'infiltration. Les dispositifs permettant d'évacuer l'eau par la base sont formellement interdits;

- le soutirage et le jaugeage sont effectués par la partie supérieure du réservoir. Le soutirage par gravité, même avec un dispositif de fermeture sur la conduite, est formellement interdit;

- une plaquette est apposée sur le réservoir, spécifiant la zone de prévention et indiquant les numéros de téléphone de l'exploitant de la prise d'eau, de la commune et de SOS POLLUTIONS;

4° les stockages de produits solides contenant des substances des listes I ou II sont installés sous toit, sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide;

5° les conduites destinées au transport d'hydrocarbures, de produits ou de matières contenant des substances relevant de la liste I ou II sont étanches. Le risque de leur rupture accidentelle est réduit à des valeurs négligeables;

6° la manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, y compris les engrais et les pesticides, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides;

7° les enclos couverts pour animaux, en ce compris les étables et les chenils, sont étanches au sol et équipés de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide;

8° les stockages et les installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sont soumis aux règles suivantes :

a) ils sont installés à des endroits où le sol est rendu étanche;

b) ils sont équipés d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide;

9° lorsque les puits, forages, excavations ou travaux de terrassement dépassant une profondeur de trois mètres sous la surface du sol font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme ou de permis unique soumise à l'avis de la direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie, celle-ci recueille l'avis de l'exploitant de la prise d'eau et de l'Administration au cours de l'instruction de la demande. En zone de prévention rapprochée des prises d'eaux minérales, thermales et carbogazeuses, cette formalité est exigée lorsque les travaux énumérés ci-dessus, dépassent une profondeur de deux mètres;

10° les dispositions suivantes sont respectées pour l'exécution de chantiers, de travaux et de constructions :

- les engins de chantier ne peuvent présenter de fuite d'hydrocarbures. Ils sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés;
- les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son infiltration dans le sol;
- seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver. Les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe (carburants, lubrifiants,...) sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite;
- en cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et évacuer les terres qui auraient été contaminées. A cet effet, des kits anti-pollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'administration, SOS POLLUTIONS.

§ 3. Les dispositions relatives à la mise en conformité dans les zones de prévention éloignée et rapprochée sont les suivantes :

1° les stockages d'hydrocarbures liquides ou de produits liquides contenant des substances des listes I ou II existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention sont mis en conformité avec les dispositions du présent article;

2° les réservoirs abandonnés d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, aériens ou enterrés, sont vidés, nettoyés, le cas échéant dégazés, et évacués. Les tuyauteries sont vidées et démontées;

En cas d'impossibilité d'évacuer un réservoir enterré dans des conditions techniques et financières raisonnables, il peut rester en place après avoir été rempli d'un matériau inerte. S'il s'agit d'un réservoir enterré, un test d'étanchéité est préalablement réalisé par un technicien agréé conformément à l'article 634ter/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail. Si le résultat de ce test révèle un défaut d'étanchéité, une procédure d'assainissement est réalisée conformément aux dispositions en vigueur;

3° en cas de risque avéré de pollution du captage et aux endroits concernés, le Ministre peut prendre toute disposition utile permettant de réduire ce risque, en ce compris imposer que, nonobstant les dispositions de l'article R. 279, § 2 et R. 282, les eaux usées issues des habitations existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, et pour lesquelles s'applique le régime d'assainissement autonome et transitoire, soient épurées de manière individuelle ou groupée par un système d'épuration individuelle tel que défini à l'article R. 233, 24°.

§ 4. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application immédiate à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention.

Dans le cas particulier des réservoirs enterrés d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention et non conformes aux dispositions du § 2., 3° et du § 3., 1°, un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé conformément à l'article 634ter/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie utile restante, est réalisé dans les deux ans qui suivent la désignation de la zone de prévention éloignée. Si un réservoir enterré testé ne présente aucun défaut d'étanchéité et que sa durée de vie diagnostiquée est supérieure à quatre ans, de nouveaux tests sont reproduits à la moitié de la durée de vie diagnostiquée, et ainsi de suite jusqu'au délai fixé par le Ministre pour sa suppression.

Les réservoirs enterrés qui auraient été mis en conformité avec les dispositions applicables dans les zones de prévention avant l'entrée en vigueur des présentes conditions ne devront respecter celles-ci qu'après un délai spécifique de vie fixé à vingt ans.

Si les tests indiquent un manque d'étanchéité, ou une durée de vie inférieure à quatre ans, le récipient est supprimé immédiatement.

Les tests d'étanchéité sont pris en charge conformément à la législation relative aux installations de stockage, à défaut de certificat d'étanchéité en cours de validité. Lorsque aucune législation ne s'applique, les tests d'étanchéité sont pris en charge par l'exploitant de la prise d'eau.

Art. R. 166. § 1^{er}. En zone de prévention rapprochée, sont interdits :

- 1° les centres d'enfouissement techniques visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° les stockages enterrés d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, y compris les engrais et les pesticides;
- 3° l'épandage souterrain d'effluents domestiques, même après épuration;
- 4° le stockage, en dehors du site de leur production, de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides;
- 5° les lieux de concentration d'animaux qui revêtent un caractère permanent (abreuvoir, auge, nourrissage, traite,...) et qui sont situés en dehors des bâtiments de l'exploitation.

Les lieux de concentration à caractère permanent existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, et présentant un risque de pollution des eaux souterraines, sont supprimés et déplacés en dehors de la zone de prévention rapprochée;

6° les installations d'entreposage de produits dont la dégradation naturelle présente des risques de pollution pour les eaux souterraines. Cette disposition ne s'applique pas aux stockages réglementés au § 3, 1°;

7° les bassins d'orage non étanches;

8° les terrains de camping;

9° l'implantation de nouveaux stockages aériens de plus de 100 litres d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, y compris les engrais et les pesticides, sauf :

- s'ils remplacent des stockages enterrés ou aériens existants, de même capacité et contenant les mêmes produits,
- les nouveaux réservoirs aériens à usage domestique d'hydrocarbures liquides, d'huiles et de lubrifiants, ou de produits contenant des substances des listes I ou II;

10° l'implantation de nouvelles aires de stationnement de plus de vingt véhicules automoteurs;

11° l'implantation de nouveaux enclos couverts pour animaux et notamment les étables et les chenils;

12° l'implantation de nouveaux stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides, dont les effluents d'élevage (fumiers, lisiers, purins) et les produits d'ensilage.

Cette disposition ne s'applique pas à la modification d'une installation existante en vue de sa mise en conformité aux normes de capacité prévue à l'article R. 460;

13° l'implantation de nouveaux stockages ou de nouvelles installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation de déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

14° l'implantation de nouveaux terrains de sport et de loisirs à l'exception de ceux dont l'entretien ne nécessite pas l'emploi de produits susceptibles de dégrader la qualité des eaux souterraines;

15° l'implantation de nouveaux cimetières ou de toutes extensions de cimetières existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, quelle que soit la taille de ces dernières.

§ 2. En zone de prévention rapprochée :

1° les parties de voiries existantes à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, la traversant et présentant un risque de pollution des eaux souterraines sont aménagées de manière à éviter ou à réduire au mieux celui-ci.

Les parties de nouvelles voiries traversant la zone sont pourvues de systèmes de collecte étanches retenant tous liquides ou matières qui y seraient déversés accidentellement;

2° les aires de stationnement de plus de cinq véhicules automoteurs sont rendues étanches et pourvues d'un dispositif de collecte des liquides vers un séparateur d'hydrocarbures.

Les hangars agricoles couverts, existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, ne sont pas soumis à l'obligation de rendre le sol étanche à condition que les opérations d'entretien et de ravitaillement des véhicules automoteurs y soient formellement proscrites;

3° les déversements et transferts d'eaux usées ou épurées ne peuvent avoir lieu que par des égouts, des conduits d'évacuation ou des caniveaux, étanches;

4° les lieux de concentration d'animaux tels qu'abreuvoir, auge, traite mobile, nourrissage, ne peuvent être constitués deux années de suite à la même place, deux implantations successives devant être distantes d'au moins 20 mètres. Ils sont réalisés à la plus grande distance possible de la prise d'eau et en dehors des zones d'infiltration préférentielle vers les eaux souterraines (dolines, pertes karstiques,...) identifiées et précisées dans l'arrêté délimitant la zone de prévention;

5° Les nouveaux transformateurs sont disposés sur un socle en béton armé formant bac de rétention.

Les transformateurs existants au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention sont équipés d'un dispositif permettant la récupération des liquides en cas de fuite.

§ 3. Les dispositions relatives à la mise en conformité dans la zone de prévention rapprochée sont les suivantes :

Les stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides, existants sur le site de leur production à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant une zone de prévention rapprochée, sont placés dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide.

En particulier, les stockages d'effluents d'élevage à la ferme existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant une zone de prévention rapprochée, sont constitués en respectant les conditions fixées au chapitre IV du présent titre. Cette disposition s'applique dans les délais prévus à l'article R. 460.

Les stockages de produits d'ensilage susceptibles de libérer des rejets liquides, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant une zone de prévention rapprochée, sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide;

§ 4. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application immédiate à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention.

Dans le cas particulier des réservoirs enterrés d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention visés au § 1^{er}, 2°, un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie utile restante, est réalisé dans les deux ans qui suivent la désignation de la zone de prévention éloignée. Si un réservoir enterré testé ne présente aucun défaut d'étanchéité et que sa durée de vie diagnostiquée est supérieure à quatre ans, de nouveaux tests sont reproduits à la moitié de la durée de vie diagnostiquée, et ainsi de suite jusqu'au délai fixé par le Ministre pour sa suppression.

Les réservoirs enterrés qui auraient été mis en conformité avec les dispositions applicables dans les zones de prévention avant l'entrée en vigueur des présentes conditions ne doivent respecter celles-ci qu'après un délai spécifique de vie fixé à vingt ans.

Si les tests indiquent un manque d'étanchéité, ou une durée de vie inférieure à quatre ans, le récipient est supprimé immédiatement.

Les tests d'étanchéité sont pris en charge conformément à la législation relative aux installations de stockage, à défaut de certificat d'étanchéité en cours de validité. Lorsque aucune législation ne s'applique, les tests d'étanchéité sont pris en charge par l'exploitant de la prise d'eau.

Art. R. 167. § 1^{er}. En zones de prévention éloignée, sont interdits :

1° Les centres d'enfouissement techniques visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception des centres de classe 3 visés par la rubrique 90.25.03, des centres de classe 4.A visés par la rubrique 90.25.04.01 et des centres de classe 5.3 visés par la rubrique 90.25.05.03 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention;

2° l'implantation de nouveaux terrains de camping;

3° l'implantation de nouveaux cimetières;

4° l'implantation de nouveaux CET de classe 3 à l'exception de ceux inscrits au plan des centres d'enfouissement.

§ 2. En zone de prévention éloignée :

1° les nouvelles aires de stationnement de plus de vingt véhicules automoteurs sont rendues étanches et pourvues d'un dispositif de collecte des liquides vers un séparateur d'hydrocarbures;

2° les stockages de matières organiques susceptibles de libérer des rejets liquides sont constitués de manière à éviter l'infiltration de jus dans le sol et vers les eaux souterraines.

Ils sont toujours implantés en dehors des zones d'infiltration préférentielle vers les eaux souterraines (dolines, pertes karstiques,...) identifiées et précisées dans l'arrêté de zone de prévention.

Sur le site de leur production, ils sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide.

Les stockages d'effluents d'élevage sont constitués en respectant les conditions fixées au chapitre IV du présent titre. Par dérogation au § 5, la disposition contenue dans la première phrase du présent alinéa s'applique suivant les délais prévus à l'article R. 460. s'ils sont constitués à la ferme.

Les stockages de produits d'ensilage à caractère permanent susceptibles de libérer des rejets liquides sont contenus dans des cuves ou des récipients étanches ou installés sur des surfaces imperméables et équipées de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide;

3° les nouveaux transformateurs sont disposés sur un socle en béton armé formant bac de rétention.

Les transformateurs existants à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention sont équipés d'un dispositif de protection contre les surcharges de manière à réduire le risque de rupture de leur enveloppe à des valeurs négligeables;

4° les réservoirs enterrés ou placés dans une fosse remblayée sont à double paroi, équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permanent avec alarme visuelle et sonore en cas de perte d'étanchéité d'une des parois.

§ 3. La disposition relative à la mise en conformité dans la zone de prévention éloignée est la suivante :

des panneaux conformes aux modèles repris en annexe LVI, signalant l'existence d'une zone de prévention, sont placés par l'exploitant sur tous les axes principaux de circulation aux points d'entrée et de sortie de ceux-ci dans la zone de prévention éloignée.

§ 4. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application immédiate à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention.

Art. R. 168. En zone de surveillance :

1° lorsque le Ministre constate que les mesures restrictives prises en application de l'article R. 165., § 2, 1°, dans la ou les zones de prévention situées à l'intérieur de la zone de surveillance se révèlent insuffisantes, il peut fixer des dispositions de même nature dans tout ou partie de la zone de surveillance. Il peut notamment y limiter les épandages d'effluents d'élevage, de produits autorisés à être épandus à des fins agricoles et d'engrais azotés aux doses maximales autorisées en zone vulnérable prévues au chapitre IV du présent titre.

Il peut également fixer des mesures de même nature, et suivant les mêmes critères, dans des zones de surveillance qui ne sont pas associées à une prise d'eau. Les teneurs en nitrates sont alors évaluées sur un point de contrôle représentatif des eaux souterraines;

2° lorsque le Ministre constate que les mesures restrictives prises en application de l'article R. 165., § 2, 2°, dans la ou les zones de prévention situées à l'intérieur de la zone de surveillance se révèlent insuffisantes, il peut fixer des dispositions de même nature dans tout ou partie de la zone de surveillance.

Art. R. 169. Pour les travaux de mise en conformité des ouvrages, constructions et installations existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention et qui ne sont pas encore réalisés à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, les délais fixés par les arrêtés de délimitation de zones pris avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont révisés. A cette fin, les exploitants concernés par la zone de prévention introduisent un programme actualisé comprenant les actions encore à mener, une évaluation de leur coût, le montant des indemnités encore à payer et un planning de réalisation, approuvé par la Société publique de Gestion de l'Eau lorsqu'elle est liée à l'exploitant par un contrat de service de protection de l'eau potabilisable, au plus tard pour le 1^{er} avril 2011.

Sous-section 6. — Mesures relatives à certaines carrières

Art. R. 170. § 1^{er}. La sous-section 5 de la présente section n'est pas applicable aux carrières en activité.

Lorsqu'une zone de prise d'eau souterraine se trouve dans une carrière en activité, ou lorsqu'une carrière en activité se trouve en zone de prévention :

1° les engins de chantier ne peuvent présenter de fuites d'hydrocarbures, le cas échéant, ils sont immédiatement transférés en dehors de la carrière pour être réparés;

2° ne peuvent se trouver dans la carrière que les produits en rapport avec son exploitation;

3° les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe sont stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide;

4° les puits perdus sont interdits en zone de prévention.

Les eaux usées, domestiques et sanitaires, sont soit évacuées en dehors de la carrière et de la zone de prévention par des conduites étanches, soit stockées sur place dans des cuves ou récipients étanches et évacuées par des vidangeurs agréés.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er}, alinéa 2, ne s'appliquent pas :

- aux pompes d'essai;

- aux pompes temporaires;

- aux prises d'eau potabilisable ou destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m³/jour ou approvisionnant moins de cinquante personnes, lorsque la fourniture ne s'effectue pas dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique;

- aux prises d'eau non potabilisable et non destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m³/jour et à 3 000 m³/an. ».

Art. 3. L'article R. 458. du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau est abrogé.

Art. 4. Les annexes LV et LVI sont insérées dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement-constituant le Code de l'Eau.

Annexe LV

Tableau des délais de référence de mise en conformité

Objet	Zone IIa		Zone IIb	
	Référence de l'article	Délais	Référence de l'article	Délais
circuit ou terrain de sports moteurs	R. 165. § 1 ^{er} , 1°	2 ans	R. 165. § 1 ^{er} , 1°	4 ans
puits perdu, y compris pour l'évacuation des eaux pluviales	R. 165. § 1 ^{er} , 2°	2 ans	R. 165. § 1 ^{er} , 2°	4 ans
Stockage aérien d'hydrocarbures et de substances des listes I ou II	R. 165. § 2, 3°	3 ans	R. 165. § 2, 3°	4 ans
Stockage aérien de substances solides des listes I ou II	R. 165. § 2, 4°	3 ans	R. 165. § 2, 4°	4 ans
Conduite transport d'hydrocarbures et de produits liste I ou II	R. 165. § 2, 5°	3 ans	R. 165. § 2, 5°	4 ans
enclos couvert pour animaux	R. 165. § 2, 7°	2 ans	R. 165. § 2, 7°	2 ans
installation d'élimination ou de valorisation des déchets	R. 165. § 2, 8°	2 ans	R. 165. § 2, 8°	2 ans
Stockage d'hydrocarbures liquides existants	R. 165. § 3, 1°	3 ans	R. 165. § 3, 1°	12 ans
réservoir abandonné	R. 165. § 3, 2°	3 ans	R. 165. § 3, 2°	4 ans
système d'épuration individuelle (cas d'urgence ou exceptionnels)	R. 165. § 3, 3°	immédiat	R. 165. § 3, 3°	immédiat
centre d'enfouissement technique	R. 166. § 1 ^{er} , 1°	4 ans	R. 167. § 1 ^{er} , 1°	4 ans
Stockage enterré d'hydrocarbures et de substances dangereuses	R. 166. § 1 ^{er} , 2°	Suivant tests d'étanchéité prévus à l'article R. 167. § 5 et au plus tard dans les 3 ans	R. 165. § 2, 3° et § 3, 1°	Suivant tests d'étanchéité prévus à l'article R. 167. § 5 et au plus tard dans les 12 ans
épandage souterrain d'effluents domestiques	R. 166. § 1 ^{er} , 3°	2 ans		
stockage de matières organiques en dehors du site de production	R. 166. § 1 ^{er} , 4°	1 an		
lieu de concentration d'animaux à caractère permanent	R. 166. § 1 ^{er} , 5°	1 an		
entreposage de produits à risques	R. 166. § 1 ^{er} , 6°	2 ans		
bassin d'orage non étanches	R. 166. § 1 ^{er} , 7°	4 ans		
terrain de camping	R. 166. § 1 ^{er} , 8°	2 ans		
voirie existante	R. 166. § 2, 1°, 1 ^{er} alinéa	2 ans		
voirie nouvelle	R. 166. § 2, 1°, 2 ^e alinéa	immédiat		
aire de stationnement > 5 véhicules	R. 166. § 2, 2°	2 ans		
égout, conduit d'évacuation ou caniveau étanche	R. 166. § 2, 3°	2 ans		
lieu de concentration d'animaux mobile existant	R. 166. § 2, 4°	1 an		
transformateur	R. 166. § 2, 5°	2 ans	R. 167. § 2, 3°	2 ans
stockage à la ferme d'effluents d'élevage et stockage de produits d'ensilage	R. 166. § 3, 1°, 1 ^{er} et 3 ^e alinéas	2 ans	R. 167. § 2, 2°, sauf 4 ^e alinéa	2 ans
Réservoir enterré pour stockage d'hydrocarbures et de substances des listes I ou II			R. 167. § 2, 4°	4 ans
panneau			R. 167. § 3, 1°	1 an

Annexe LVI : panneaux d'indication de zone de prévention

Panneau d'indication
de zone de prévention



Détails des couleurs

Dimensions en mm

- Bleu
- Blanc réfléchissant

Annexe LVI : Panneaux d'indication de zone de prévention

Panneau d'indication de fin de zone de prévention



Légende des couleurs

Dimensions en mm

-  Bleu
-  Rouge
-  Blanc réfléchissant

Art. 5. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, les mots « R. 157 » sont remplacés par les mots « R. 154 » et les mots « R. 159, § 1^{er}, 1^o et R. 160 » sont remplacés par les mots « R. 156, § 1^{er}, et R. 157 ».

Art. 6. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention d'ovins et de caprins, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de bovins de six mois et plus, les mots « R. 157 et R. 160 » sont remplacés par les mots « R. 154 et R. 157 ».

Art. 7. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1512

[C - 2009/27081]

12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.169, D.171 bis D.174 und D.435;

Aufgrund des am 13. Juni 2007 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 14. Januar 2008 gemäß Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.797/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1 In Artikel R. 90 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Punkte 14^o und 15^o durch folgende Punkte ersetzt:

14^o «gespanntes Grundwasser»: Grundwasser, das auf durchlässigem Boden unterhalb einer wenig oder nicht durchlässigen geologischen Schicht gelegen ist; die hydraulische Belastung dieses Wassers liegt über dem Stand der Marke der Grundwasserschicht;

15^o «ungespanntes Grundwasser»: Grundwasser, das auf durchlässigem auf einer im allgemeinen veränderlichen Höhe gesättigtem Boden und unterhalb einer durchlässigen trockenen oder ungesättigten Schicht gelegen ist; im allgemeinen ist das Grundwasser nach unten durch eine undurchlässige Sohlschicht begrenzt.

§ 2. In Artikel R. 90., 18^o des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird das Wort «bestimmte» vor das Wort «Filterierung» gesetzt und werden die Wörter «und es gegen Kontaminationsgefahren schützt» gestrichen.

§ 3. In Artikel R. 90 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Punkt 22 durch folgenden Punkt ersetzt :

22^o «Versorgungszone»: Zone, in der die gesamten Stromlinien dem Wasserentnahmebauwerk zufließen.

§ 4. In Artikel R. 90 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Punkt 27 außer Kraft gesetzt.

Art. 2 - Der Abschnitt 2 des Kapitel III des Titels VII des 2^{ten} verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgenden Abschnitt 2 ersetzt :

«Abschnitt 2 - Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen

Unterabschnitt 1 — Definitionen

Art. R. 153 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts versteht man unter:

1° höchstzulässige Konzentration: die Konzentration für die Schädlingsbekämpfungsmittel:

a) 0,1 µg/l pro Einzelsubstanz, außer für Aldrin, Dieldrin, Heptachlor und Heptachlorepid, für die die höchstzulässige Konzentration 0,03 µg/l beträgt;

b) 0,5 µg/l insgesamt;

2° oberirdische Anlage: der Teil des Wasserentnahmebauwerks, der sich an der Erdoberfläche befindet, sowie das Gebäude, durch das es geschützt wird, einschließlich der Lüftungssysteme und der Kontrollöffnungen;

3° Pestizide:

a) - organische Insektizide;

b) - organische Herbizide;

c) - organische Fungizide;

d) - organische Nematizide;

e) - organische Akarizide;

f) - organische Algizide;

g) - organische Rodentizide;

h) - organische Schimmelbekämpfungsmittel;

i) - verwandte Produkte (insbesondere Wachstumsregulatoren);

j) ihre entsprechenden Metaboliten, Abbau- und Reaktionsprodukte;

4° Pumpversuch: die nicht länger als zwölf Monate dauernden Pumparbeiten, die im Hinblick auf die Bestimmung der spezifischen Merkmale des ersuchten Grundwasserleiters durchgeführt werden;

5° vorübergehende Pumparbeiten: Pumparbeiten, die anlässlich öffentlicher oder privater (Tief)bauarbeiten durchgeführt werden;

6° Wasserentnahme: der Vorgang zur Entnahme von Grundwasser;

7° Freiluftbehälter: ein Behälter, der entweder unter freiem Himmel, oder in einem oberirdisch oder unterirdisch angelegten Raum, oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube aufgestellt werden kann;

8° unzugänglicher Freiluftbehälter: ein Behälter, von dem mindestens eine der Wände nicht sichtbar ist.

9° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich vollständig oder teilweise unter der Erdoberfläche befindet und dessen Wände direkt mit dem Erdreich oder dem Schüttstoff in Kontakt sind;

10° Ableitung: Einleitung von Substanzen und Stoffen in das Grundwasser mit oder ohne Sickerung durch den Boden oder Unterboden;

11° unter Liste I oder II fallende Substanzen: jede Substanz, die in der Liste I oder in der Liste II der Anlage XX erwähnt wird;

12° Minister: der Minister der Umwelt;

13° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Unterabschnitt 2 — Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen

Art. R. 154 - § 1. Rund um jedes Bauwerk zur Grundwasserentnahme wird eine Wasserentnahmezone festgelegt.

Die Wasserentnahmezone wird durch eine Linie in einem Abstand von 10 Metern von der Außengrenze der an der Erdoberfläche befindlichen, für die Wasserentnahme strikt notwendigen Anlagen abgegrenzt.

Diese derart gebildete Zone wird die Zone I genannt.

§ 2. Was die Pumpversuche, die vorübergehenden Pumparbeiten und die in einem sich in Betrieb befindenden Steinbruch gelegenen Wasserentnahmestellen betrifft, werden in Abweichung von § 1 die Grenzen der Wasserentnahmezone in der Umweltgenehmigung angegeben.

Art. R. 155 - § 1. Für jede Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, das für die öffentliche Versorgung oder für die Aufbereitung von Mineralwasser oder Erfrischungsgetränken, Bier, Apfelwein, Obstwein oder anderen gegorenen Getränken bestimmt ist, wird eine Präventivzone von ungespanntem Grundwasser festgelegt.

§ 2. Für jede in § 1 erwähnte Wasserentnahmestelle von gespanntem Grundwasser, sowie für jede zu anderen Zwecken bestimmte Wasserentnahmestelle kann eine Präventivzone festgelegt werden.

In diesem Fall kann der Antrag auf die Abgrenzung der Präventivzone vom Betreiber ausgehen oder vom Minister auferlegt werden.

§ 3. Die in Anwendung des Artikels 2 des Gesetzes vom 1. August 1924 über den Schutz des Mineral- und Thermalwassers festgelegten Schutzperimeter werden für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts den entfernten Präventivzonen gleichgestellt.

Art. R. 156 - § 1. Bei ungespanntem Grundwasser wird die Präventivzone einer Wasserentnahmestelle in zwei Zonen eingeteilt, die jeweils nahe Präventivzone, oder Zone IIa, und entfernte Präventivzone, oder Zone IIb, genannt werden.

Die Zone IIa liegt zwischen der Grenze der Zone I und einer Linie, deren Entfernung vom Entnahmebauwerk einer vierundzwanzigstündigen Weiterleitung des Grundwassers bis zum Bauwerk in gesättigtem Boden entspricht. Wenn die Angaben nicht ausreichen, um die Zone IIa nach dem oben bestimmten Grundsatz abzugrenzen, wird diese Zone im Falle von Brunnen durch eine Linie abgegrenzt, die von den oberirdischen Anlagen aus in einer horizontalen Mindestentfernung von 35 Metern gelegen ist, und im Falle von Stollen durch zwei Linien abgegrenzt, die mindestens 25 Meter auf beiden Seiten der an die Oberfläche projizierten Längsachse gelegen sind.

Die Zone IIb liegt zwischen der Außengrenze der Zone IIa und einer Linie, die sich vom Wasserentnahmebauwerk in einer Entfernung befindet, die der Weiterleitungszeit des Grundwassers bis zum Bauwerk von 50 Stunden in den gesättigten Boden entspricht.

Wenn die Angaben nicht ausreichen, um die Zone IIb nach dem oben bestimmten Grundsatz abzugrenzen, beträgt die Entfernung dieser Zone von der Außengrenze der Zone IIa:

- 100 Meter für wasserführende Sandschichten;
- 500 Meter für wasserführende Kiesschichten;
- 1 000 Meter für wasserführende rissige oder wasserführende Karstschichten.

Die Zone IIb überschreitet jedoch nicht die Außengrenze der Versorgungszone.

Wenn das Grundwasser, das das Entnahmebauwerk speist, bestimmte Abflussachsen vorzieht, erstreckt sich die Zone IIb längs dieser Achsen über eine Entfernung von höchstens 1 000 Metern und einer Breite, die mindestens derjenigen der Zone IIa entspricht.

Diese Entfernungen können geändert werden, wenn die Zone IIb aufgrund der Weiterleitungszeiten oder der Grenzen der Versorgungszone durch eine spätere Sammlung von Angaben festgelegt werden kann.

§ 2. Bei gespanntem Grundwasser ist die Präventivzone im Falle einer Verschmutzungsgefahr die Zone, in der die Weiterleitung in gesättigtem Boden unter fünfzig Tagen liegt. Diese Zone hat die Merkmale einer entfernten Präventivzone.

Art. R. 157 - In Abweichung von den Artikeln R. 154 und R. 156 kann die Abgrenzung der Wasserentnahme- und Präventivzonen mit künstlichen oder natürlichen topologischen Zeichen oder Grenzen, wie z.B. Verkehrswegen, Wasserläufen, Einfriedungen, Fronten von Gebäuden oder mit Verwaltungsgrenzen, wie z.B. Katasterfluren, übereinstimmen.

Art. R. 158 - Für jede Wasserentnahmestelle kann eine Überwachungszone festgelegt werden.

Mit Ausnahme der Wasserentnahmestellen, die für die Gewinnung von Quellwasser, natürlichem Mineralwasser oder Thermalwasser bestimmt sind, für die die Festlegung der Zone vom Betreiber beantragt werden kann, unterliegt das Projekt einer Zone der Initiative des Ministers.

Unterabschnitt 3 – Verfahren zur Abgrenzung der Präventiv- und Überwachungszone

Art. R. 159 - § 1. Wenn der Antrag auf die Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone gemäß den Artikeln R. 155, § 2 und R. 158 vom Betreiber ausgeht, befindet der Minister über die Zweckmäßigkeit, diese Präventiv- oder Überwachungszone abzugrenzen.

§ 2. Bevor der Betreiber einen Antrag auf eine Umweltgenehmigung einreicht oder eine Erklärung für die Wasserentnahmestelle entsendet, übermittelt er der Verwaltung entweder auf Eigeninitiative oder auf Anfrage des Ministers das Projekt zur Abgrenzung einer Präventiv- oder Überwachungszone in drei Exemplaren. Es enthält folgende Unterlagen:

1° eine erläuternde Akte oder Erklärungsnotiz, in der der Abgrenzungsvorschlag begründet wird, und gegebenenfalls eine Beschreibung der Mittel, die zur Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone gedient haben;

2° einen maximal im Maßstab 1/1 000 aufgestellten Plan, in dem die Ortslage der Wasserentnahmebauwerke und die Grenzen der geplanten Wasserentnahme-, Präventiv- oder Überwachungszone angegeben werden;

3° ein Exemplar einer geologischen Karte mindestens im Maßstab 1/40 000, in der die Ortslage und die Grenzen der geplanten Präventiv- oder Überwachungszone angegeben werden;

4° einen Auszug des Katasterplans, in dem die in den Wasserentnahme- und Präventiv- oder Überwachungszone gelegenen Parzellen angegeben werden;

5° ein Aktionsprogramm beinhaltend eine Einschätzung der vom Betreiber zum Schutz der Zone auszuführenden Aktionen, sowie eine Veranschlagung der Entschädigung für die direkten und materiellen Schäden, die sich aus der Pflicht für die Drittpersonen ergeben, ihre vor dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventiv- oder Überwachungszone bestehenden Bauwerke, Bauten oder Anlagen mit den Bestimmungen der Artikel R. 165 bis R. 168 in Übereinstimmung zu bringen. In dem Programm wird eine Beschreibung der Art der Aktionen, eine Veranschlagung ihrer Kosten und ein voraussichtlicher Durchführungsplan dargelegt. Wenn das Aktionsprogramm dem Projekt nicht beigelegt wird, weil das Ausmaß einer Zone zu groß ist oder weil technische Schwierigkeiten vorliegen, fügt der Betreiber eine Veranschlagung der Kosten für die Einrichtung der Präventiv- oder Überwachungszone und für die vom Betreiber zum Schutz der Zone geplanten Aktionen, sowie eine Veranschlagung der Entschädigung für die direkten und materiellen Schäden, die sich aus der Pflicht für die Drittpersonen ergeben, ihre Bauwerke, Bauten oder Anlagen mit den Bestimmungen der Artikel R. 165 bis R. 168 in Übereinstimmung zu bringen, bei.

Nach Überprüfung der Akte und nach eventuellem Erhalt zusätzlicher Unterlagen erklärt die Verwaltung diese für vollständig und übermittelt sie dem Minister zur Genehmigung.

Art. R. 160 - Sobald der Minister das Projekt genehmigt hat, wird der Betreiber aufgefordert, der Verwaltung folgende Unterlagen zu unterbreiten:

1. die Gesamtheit der letzten originalen Katasterkarten und -heften, so wie sie von der Katasterverwaltung ausgestellt werden;

2. eine Abschrift der Auszüge aus der Grundsteuerrolle unter Angabe der Namen und Anschriften der Eigentümer der in der Präventivzone oder Überwachungszone gelegenen Parzellen oder Teile von Parzellen in so vielen Exemplaren wie Akten vorliegen;

3. wenn nötig, die Aktualisierung der ursprünglichen Pläne des Projekts;

4. wenn die öffentliche Untersuchung mehr als eine Gemeinde betrifft, die Vervielfältigung der vollständigen Akte in so vielen zusätzlichen Exemplaren wie nötig.

Nachdem die Verwaltung die in Absatz 1 erwähnten Unterlagen erhalten hat, sendet sie dem Betreiber ein Einschreiben bei der Post, in dem die Akte zur Abgrenzung der Präventivzone oder der Überwachungszone für vollständig erklärt wird.

Unterabschnitt 4 — Öffentliche Untersuchung

Art. R. 161 - § 1. Die Projekte der Präventiv- und Überwachungszonen, sowie die Entwürfe der Aktionsprogramme werden mit ihren Anlagen vom Minister an die Gemeinden gerichtet, auf deren Gebiet sich die Gesamtheit oder ein Teil der vorerwähnten Zonen erstreckt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Akte organisiert das Gemeindegremium eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches.

§ 2. Nach der öffentlichen Untersuchung fasst der Minister einen Erlass zur Festlegung der in Artikel R. 156 erwähnten Präventivzone sowie des in Artikel R. 159, § 2 erwähnten Aktionsprogramms und zur Regelung der Tätigkeiten in dieser Zone. Er setzt den Betreiber, die betroffenen Gemeinden, die Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede Person, die im Laufe der öffentlichen Untersuchung Bemerkungen angestellt hat, sowie die «Société publique de Gestion de l'Eau» (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), wenn diese durch einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers an den Betreiber gebunden ist, davon in Kenntnis.

In Ermangelung eines Aktionsprogramms legt der Minister in dem Erlass zur Abgrenzung der Zone eine Frist für die Einreichung des Aktionsprogramms fest. Bevor das Aktionsprogramm vom Minister genehmigt wird, unterliegt es einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches.

§ 3. Nach der öffentlichen Untersuchung fasst der Minister einen Erlass zur Festlegung der in Artikel R. 158 erwähnten Präventivzone und des in Artikel R. 159, § 2 erwähnten Aktionsprogramms und zur Regelung der Tätigkeiten in dieser Zone; er setzt die betroffenen Gemeinden, die Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede Person, die im Laufe der öffentlichen Untersuchung Bemerkungen angestellt hat, davon in Kenntnis.

Unterabschnitt 5 — Schutzmaßnahmen

Art. R. 162 - Für die am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Bauwerke, Bauten und Anlagen verabschiedet der Minister das Aktionsprogramm und legt unbeschadet der in den Artikeln R. 165, § 2, 1°, Absätze 4 und 5, 2°, Absatz 3, § 4 und R. 166, § 3, 1° und § 4 erwähnten Fristen die Fristen für die Anwendung der Bestimmungen der Artikel R. 165 bis R. 167 auf der Grundlage eines vom Betreiber aufgestellten und von der «Société Publique de la Gestion de l'Eau», wenn diese durch einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers an den Betreiber gebunden ist, genehmigten Entwurfs eines Aktionsprogramms fest. Nach Verabschiedung des Aktionsprogramms durch den Minister setzt der Betreiber die von den Angleichungsarbeiten betroffenen Personen davon in Kenntnis. Die Fristen werden unter Einhaltung des Artikels D. 22, § 2 festgelegt.

Mit Ausnahme der durch eine unmittelbar bevorstehende Gefahr begründeten Notstandssituationen dürfen die Fristen, die vom Minister festgelegt werden und Dritten entgegeng gehalten werden können, nicht kürzer als die in der Anlage LV angeführten Referenzfristen sein.

Art. R. 163 - Als neue Betriebe werden die Erweiterungen von bereits am Datum des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Betrieben betrachtet, wenn sie eine Erhöhung von mehr als 25% der am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Kapazität der Anlage voraussetzen.

Art. R. 164 - § 1. Die in den Artikeln R. 165 bis R. 168 erwähnten Schutzmaßnahmen sind auf die vom Minister bezeichneten Zonen anwendbar.

Der Minister kann Schutzmaßnahmen vorschreiben, die die in den Artikeln R. 165 bis R. 168 erwähnten Maßnahmen oder alternative Maßnahmen ergänzen.

In diesem Fall entspricht das erwartete Ergebnis mindestens demjenigen, das erreicht würde, wenn keine Abweichung vorläge.

§ 2. Unbeschadet des § 1 kann der Minister auf punktuelle Weise von der Pflicht befreien, bestimmte, in den Artikeln R. 165 bis R. 168 erwähnte Schutzmaßnahmen einzuhalten, wenn mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt wird:

1° wenn die mit einer derartigen Freistellung verbundene Gefahr einer Beeinträchtigung des Grundwassers, wie auch die Umweltvorteile, die von der Durchführung der in den Artikeln R. 165 bis R. 168 erwähnten Schutzmaßnahmen zu erwarten wären, unbedeutend sind;

2° wenn die technischen und/oder finanziellen Folgen der Zwangsmaßnahmen nicht im Verhältnis zum erwarteten Umweltvorteil stehen;

3° wenn andere Maßnahmen ein gleichwertiges Schutzniveau für die Grundwasserleitschicht gewährleisten.

Art. R. 165 - § 1. Untersagt sind in den entfernten und nahen Präventivzonen:

1° die in der Rubrik 92.61.10 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Strecken und Gelände für «Motorsport», die ständig oder zeitweilig genutzt werden;

2° die Sickergruben, einschließlich derjenigen, die ausschließlich Regenwasser ableiten.

§ 2. In den entfernten und nahen Präventivzonen:

1° das Ausbringen von Düngemitteln ist nur zur Deckung des physiologischen Stickstoffbedarfs der Pflanzen erlaubt, wobei auf die Einschränkung des Nährstoffverlusts geachtet wird.

Wenn der Minister jedoch feststellt, dass die Wasserentnahmestelle einen durchschnittlichen Jahresgehalt von mehr als 35 mg NO₃⁻/l oder mehr als 20 mg NO₃⁻/l mit einer Erhöhungstendenz aufweist, trifft er die geeigneten Maßnahmen, die zur Änderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken führen, damit die Einleitung von Nitrat in das Grundwasser reduziert wird. Diese Maßnahmen werden so lange angewandt, bis die Gehalte unter 20 mg NO₃⁻/l zurückfallen und mindestens seit 5 Jahren auf diesem Niveau gehalten werden. Er kann insbesondere das Ausbringen von Tierdung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger auf die in Kapitel IV des vorliegenden Titels vorgesehenen, in einem gefährdeten Gebiet erlaubten Höchstmengen beschränken.

Außerdem kann der Minister Maßnahmen unterhalb der in dem vorhergehenden Absatz festgelegten Schwellen treffen, wenn aus den betroffenen Wasserentnahmestellen natürliches Mineralwasser gewonnen wird, das nitratarm ist und das einen angemessenen Schutz benötigt, damit dieser Nitratgehalt beibehalten wird.

Die Bestimmungen des Absatzes 1 sind ab dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzonen sofort anwendbar;

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in den Absätzen 2 und 3 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

2° wenn der Minister feststellt, dass in den aufnehmenden Gewässern die Konzentration von Pestiziden folgende Werte überschreitet :

- 75% der für Trinkwasser festgelegten Höchstkonzentration, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft, oder

- 75% der für Trinkwasser festgelegten Höchstkonzentration, was den für die gesamten Substanzen festgelegten Wert betrifft,

trifft er die angemessenen Maßnahmen, die zur Änderung bestimmter landwirtschaftlicher, häuslicher und anderer Praktiken führen, bis hin zu dem Verbot des Ausbringens von Pestiziden, damit die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser reduziert wird, bis die Gehalte unter 75% der für das Trinkwasser festgelegten zulässigen Höchstkonzentrationen zurückfallen und mindestens seit 5 Jahren auf diesem Niveau gehalten werden.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar;

3° Die Lagerungen von 100 bis 3 000 Litern Kohlenwasserstoffen genügen den gleichen Anforderungen wie denjenigen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen angeführt werden.

Die Lagerungen von mehr als 3 000 Litern Kohlenwasserstoffen oder von mehr als 100 Litern flüssigen Produkten, die Stoffe der Listen I oder II enthalten, genügen den Anforderungen der geltenden Gesetzgebung bezüglich dieser Anlagen zur Lagerung.

Zusätzlich zu diesen Bestimmungen sind folgende Maßnahmen ebenfalls vorgeschrieben:

- die oberirdischen Lagerungen von Flüssigdüngern und Pestiziden werden in dichten Behältern aufbewahrt, die auf Flächen eingerichtet sind, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann;

- die Auffangflächen, Wannen, Auffangbecken und dichten Gruben bleiben im Freien. Sie werden gegen Regen- und Sickerwasserzufluss geschützt. Die Vorrichtungen, durch die das Wasser von unten abgeleitet werden kann, sind ausdrücklich untersagt.

- das Anzapfen und die Abflussmessung werden am oberen Teil des Behälters durchgeführt. das Anzapfen durch Schwerkraft, auch mit einer Verschlussvorrichtung an der Leitung, ist ausdrücklich untersagt;

- auf dem Behälter wird eine Plakette angebracht, auf der die Präventivzone und die Telefonnummern des Betreibers der Wasserentnahmestelle, der Gemeinde und von «SOS POLLUTIONS» angegeben werden;

4° die Lagerungen von festen Produkten, die Stoffe der Liste I und II enthalten, werden unter Dach auf Flächen eingerichtet, die undurchlässig und mit einem Auffangsystem ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann;

5° die für den Transport von Kohlenwasserstoffen, von Produkten oder Stoffen, die Substanzen aus der Liste I oder II enthalten, bestimmten Leitungen sind undurchlässig. Die Gefahr eines unfallbedingten Leitungsbruchs wird auf einen unbedeutenden Wert reduziert;

6° der Umgang mit Kohlenwasserstoffen oder Produkten, die Stoffe der Listen I oder II enthalten, einschließlich der Düngemittel und Pestizide, sowie die Vorgänge zur Wartung und Betankung von Motormaschinen, erfolgen auf undurchlässigen Flächen mit einem System zum Auffangen der Flüssigkeiten;

7° die überdachten Einfriedungen für Tiere, einschließlich der Stallungen und Zwinger, sind auf Bodenebene abgedichtet und derart ausgestattet, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann;

8° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Lagerungen und Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung und Verwertung der Abfälle unterliegen folgenden Regeln:

a) sie werden an Stellen eingerichtet, an denen der Boden abgedichtet wurde;

b) sie werden mit einem Auffangsystem ausgestattet, damit gewährt ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann;

9° wenn die Brunnen, Bohrungen, Ausschachtungen oder Begräbnisarbeiten, die eine Tiefe von 3 Metern unter der Erdoberfläche überschreiten, Gegenstand eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung sind, der der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zur Begutachtung vorgelegt wird, holt Letztere im Laufe der Untersuchung des Antrags das Gutachten des Betreibers der Wasserentnahmestelle und der Verwaltung ein. In den nahen Präventivzonen für die Entnahme von Mineral-, Thermal- und kohlenstoffhaltiges Wasser wird diese Formalität verlangt, wenn die oben angeführten Arbeiten eine Tiefe von zwei Metern überschreiten;

10° folgende Bestimmungen werden für die Durchführung von Baustellen, Arbeiten und Bauten eingehalten:

- aus den Baumaschinen dürfen keine Kohlenwasserstoffe auslaufen. Die Maschinen befinden sich in einem guten Zustand, werden regelmäßig überprüft und im Problemfall unverzüglich aus den Präventivzonen entfernt, um repariert zu werden;

- die Vorgänge zur Wartung und Betankung der Motormaschinen erfolgen derart, dass jeglicher unfallbedingter Ausfluss einer Flüssigkeit und deren Versickerung in den Boden vermieden werden;

- es dürfen sich dort nur die Produkte befinden, die zur Durchführung der Bauarbeiten erforderlich sind. Die Produkte, die für die Qualität der Grundwasserleitschicht eine Gefahr darstellen können (Treibstoffe, Schmiermittel, ...), werden entweder in Behältern gelagert, die in dichten Auffangbecken untergebracht sind, deren Inhaltsvermögen mindestens dem gesamten Inhaltsvermögen der in jedem Becken stehenden Behälter entsprechen muss, oder in Fässern oder Behältern untergebracht, die auf einer undurchlässigen Fläche aufbewahrt werden, die derart ausgestattet ist, damit gewährleistet ist, dass bei Undichtheit keine Flüssigkeit auslaufen kann;

- bei Zwischenfällen werden unverzüglich Maßnahmen getroffen, um die Ausbreitung der Verschmutzung zu vermeiden und die Erde abzutransportieren, die hätte kontaminiert werden können. Zu diesem Zweck stehen Umweltschutzkits, die insbesondere Material zum Absorbieren der Kohlenwasserstoffe und Abdeckplanen enthalten, in angemessenen Mengen zur Verfügung. Der Betreiber benachrichtigt die zuständige Dienststelle der Verwaltung, «SOS POLLUTIONS».

§ 3. Die Bestimmungen bezüglich der Angleichung in den entfernten und nahen Präventivzonen sind Folgende:

1° die Lagerungen von flüssigen Kohlenwasserstoffen oder von Stoffe der Listen I oder II enthaltenden flüssigen Produkten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen, werden mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikels in Übereinstimmung gebracht;

2° die stillgelegten oberirdischen oder eingegrabenen Behälter, in denen Kohlenwasserstoffe oder Stoffe der Listen I oder II enthaltende Produkte aufbewahrt wurden, werden geleert, gereinigt, gegebenenfalls entgast und beseitigt. Die Rohrleitungen werden geleert und abmontiert.

Falls die Beseitigung eines eingegrabenen Behälters unter vernünftigen technischen und finanziellen Bedingungen unmöglich ist, kann dieser an seinem Standort bleiben, nachdem er mit einem inerten Material gefüllt wurde. Wenn es sich um einen eingegrabenen Behälter handelt, wird vorher von einem zugelassenen Techniker eine Dichtheitsprüfung gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung durchgeführt. Wenn sich aus dem Ergebnis dieser Prüfung ergibt, dass der Behälter undicht ist, wird ein Reinigungsverfahren gemäß den geltenden Bestimmungen durchgeführt;

3° falls die Gefahr einer Verschmutzung der Wasserentnahmestelle und an betroffenen Stellen erwiesen ist, kann der Minister jede Vorkehrung treffen, durch die diese Gefahr verringert werden kann, wie er auch auferlegen kann, dass das Abwasser aus den am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden Wohnungen, für die das autonome und vorübergehende Sanierungsverfahren Anwendung findet, ungeachtet der Bestimmungen des Artikels R. 279, § 2 und R. 282 individuell oder gruppiert durch ein in Artikel R. 233, 24° definiertes individuelles Klärsystem geklärt wird.

§ 4. Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzonen sofort anwendbar.

In dem Sonderfall der eingegrabenen Behälter mit Kohlenwasserstoffen oder Stoffe der Listen I oder II enthaltenden Produkten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen und nicht mit den Bestimmungen des § 2, 3° und § 3, 1° übereinstimmen, wird innerhalb von zwei Jahren, die auf die Bestimmung der entfernten Präventivzone folgen, eine von einem zugelassenen Techniker gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsordnung ausgeführte Dichtheitsprüfung zusammen mit einer Diagnose der restlichen Nutzungsdauer durchgeführt. Falls ein überprüfter eingegrabener Behälter keinerlei Dichtheitsmängel aufweist und seine diagnostizierte Nutzungsdauer mehr als 4 Jahre beträgt, müssen nach Ablauf der Hälfte der diagnostizierten Nutzungsdauer neue Prüfungen wiederholt werden, und zwar immer wieder bis zu der vom Minister für seine Beseitigung festgelegten Frist.

Die eingegrabenen Behälter, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Bedingungen mit den in den Präventivzonen anwendbaren Bestimmungen in Übereinstimmung gebracht worden wären, müssen diese lediglich nach einer spezifischen Frist erfüllen, die auf zwanzig Jahre festgelegt wird.

Wenn die Prüfungen Dichtheitsmängel oder eine Nutzungsdauer von weniger als vier Jahren angeben, wird der Behälter unverzüglich beseitigt.

In Ermangelung einer gültigen Dichtheitsbescheinigung werden die Dichtheitsprüfungen gemäß der Gesetzgebung über die Lagerungsanlagen übernommen. Wenn keine Gesetzgebung Anwendung findet, werden die Dichtheitsprüfungen vom Betreiber der Wasserentnahmestelle übernommen.

Art. R. 166 - § 1. Untersagt sind in den nahen Präventivzonen:

1° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren;

2° die eingegrabenen Lagerungen von Kohlenwasserstoffen und von Stoffe der Listen I oder II enthaltenden Produkten, einschließlich der Düngemittel und Pestizide;

3° das unterirdische Ausbringen von häuslichem Abwasser, auch wenn es vorher geklärt wurde;

4° die Lagerung von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können, außerhalb ihres Erzeugungsstandorts;

5° die Ansammlungsorte für Tiere, die einen ständigen Charakter aufweisen, (Tränken, Tröge, Futter-, Melkanlagen,...), und die sich außerhalb der Betriebsgebäude befinden.

Die Ansammlungsorte mit ständigem Charakter, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen und die für das Grundwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, werden beseitigt und außerhalb der nahen Präventivzone verlegt.

6° die Anlagen zur Lagerung von Produkten, deren natürlicher Abbau für das Grundwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen. Diese Bestimmung ist nicht auf die in § 3, 1° geregelten Lagerungen anwendbar;

7° die undichten Regenwasserauffangbecken;

8° die Campingplätze;

9° die Einrichtung neuer oberirdischer Lagerungen von mehr als 100 Litern Kohlenwasserstoffen oder von Stoffe der Listen I oder II enthaltenden Produkten, einschließlich der Düngemittel und Pestizide, außer:

- wenn sie bestehende eingegrabene oder oberirdische Lagerungen ersetzen, die dasselbe Inhaltsvermögen haben und dieselben Produkte enthalten,

- den neuen oberirdischen Behältern für den häuslichen Gebrauch von flüssigen Kohlenwasserstoffen, Schmiermitteln, oder von Produkten, die Stoffe der Listen I oder II enthalten;

10° die Einrichtung neuer Parkflächen von mehr als zwanzig Kraftfahrzeugen;

11° die Einrichtung neuer überdachter Einfriedungen für Tiere, insbesondere die Stallungen und Zwinger;

12° die Einrichtung neuer Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen können, worunter Tierdung (Mist, Gülle, Jauche) und Silageprodukten;

Diese Bestimmung ist nicht auf die Änderung einer bestehenden Anlage im Hinblick auf ihre Angleichung an die in Artikel R. 460 vorgesehene Kapazitätsnormen anwendbar;

13° die Einrichtung neuer Lagerungen oder neuer Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung und Verwertung der Abfälle, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt werden;

14° die Einrichtung neuer Sport- und Freizeitplätze, mit Ausnahme derjenigen, für deren Unterhalt keine Produkte benötigt werden, die das Grundwasser beeinträchtigen könnten;

15° die Einrichtung neuer Friedhöfe oder jeglicher Erweiterungen von bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Friedhöfen, ungeachtet der Größe dieser Erweiterungen;

§ 2. In den nahen Präventivzonen:

1° werden die am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Wegabschnitte, die die Zone durchqueren und für das Grundwasser eine Verschmutzungsgefahr darstellen, derart gestaltet, dass diese Gefahr so gut wie möglich vermieden oder verringert wird.

Die Abschnitte neuer Wege, die die Zone durchqueren, werden mit dichten Auffangsystemen versehen, die alle versehentlich ausgebrachten Flüssigkeiten oder Stoffe auffangen;

2° die Parkflächen von mehr als fünf Kraftfahrzeugen werden abgedichtet und mit einer Vorrichtung zur Sammlung der Flüssigkeiten versehen, die einem Kohlenwasserstoffabscheider zugeführt werden.

Die überdachten landwirtschaftlichen Schuppen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen, unterliegen nicht der Pflicht, den Boden abzudichten, unter der Bedingung, dass die Vorgänge zur Wartung und Betankung der Kraftfahrzeuge dort ausdrücklich untersagt sind;

3° das Ableiten und der Transport von Abwasser oder geklärtem Wasser dürfen nur über dichte Abwasserleitungen, Abflusskanäle oder -rinnen erfolgen;

4° die Ansammlungsorte für Tiere, wie Tränken, Tröge, bewegliche Melkanlagen, Futteranlagen, dürfen nicht zwei Jahre hintereinander an derselben Stelle eingerichtet werden; zwei aufeinanderfolgende Standorte müssen mindestens 20 Meter voneinander entfernt sein. Sie werden so weit entfernt wie möglich von der Wasserentnahmestelle und außerhalb der im Erlass zur Abgrenzung der Präventivzone identifizierten und angeführten Zonen mit präferenzialer Versickerung zum Grundwasser (Dolinen, Karstschächte) eingerichtet;

5° die neuen Transformatoren werden auf Stahlbetonsockeln gestellt, die einen Auffangbecken bilden.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bereits bestehenden Transformatoren werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, durch die die Flüssigkeiten bei Undichtheit aufgefangen werden können.

§ 3. Die Bestimmungen bezüglich der Angleichung in der nahen Präventivzone sind folgende :

Die Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, die am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bereits an ihrem Erzeugungsstandort bestehen, werden in dichten Becken und Behältern untergebracht oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Insbesondere die Lagerungen von Tierdung auf Bauernhöfen, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, werden unter Einhaltung der in Kapitel IV des vorliegenden Titels festgelegten Bedingungen eingerichtet. Diese Bestimmung ist innerhalb der in Artikel R. 460 vorgesehenen Fristen anwendbar.

Die Lagerungen von Silageprodukten, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung einer nahen Präventivzone bestehen, werden in dichten Becken und Behältern aufbewahrt oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann;

§ 4. Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzonen sofort anwendbar.

In dem Sonderfall der in § 1, 2° erwähnten eingegrabenen Behälter mit Kohlenwasserstoffen oder Stoffe der Listen I oder II enthaltenden Produkten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen, wird innerhalb von zwei Jahren, die auf die Bestimmung der entfernten Präventivzone folgen, eine von einem zugelassenen Techniker gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsordnung ausgeführte Dichtheitsprüfung zusammen mit einer Diagnose der restlichen Nutzungsdauer durchgeführt. Falls ein überprüfter eingegrabener Behälter keinerlei Dichtheitsmängel aufweist und seine diagnostizierte Nutzungsdauer mehr als vier Jahre beträgt, müssen nach Ablauf der Hälfte der diagnostizierten Nutzungsdauer neue Prüfungen wiederholt werden, und zwar immer wieder bis zu der vom Minister für seine Beseitigung festgelegten Frist.

Die eingegrabenen Behälter, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Bedingungen mit den in den Präventivzonen anwendbaren Bestimmungen in Übereinstimmung gebracht worden wären, müssen diese lediglich nach einer spezifischen Frist erfüllen, die auf zwanzig Jahre festgelegt wird.

Wenn die Prüfungen Dichtheitsmängel oder eine Nutzungsdauer von weniger als vier Jahren angeben, wird der Behälter unverzüglich beseitigt.

In Ermangelung einer gültigen Dichtheitsbescheinigung werden die Dichtheitsprüfungen gemäß der Gesetzgebung über die Lagerungsanlagen übernommen. Wenn keine Gesetzgebung Anwendung findet, werden die Dichtheitsprüfungen vom Betreiber der Wasserentnahmestelle übernommen.

Art. R. 167 - § 1. Untersagt sind in den entfernten Präventivzonen:

1° die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren, mit Ausnahme der in der Rubrik 90.25.03 erwähnten Zentren der Klasse 3, der in der Rubrik 90.25.04.01 erwähnten Zentren der Klasse 4A und der in der Rubrik 90.25.05.03 erwähnten Zentren der Klasse 5.3 aus der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen;

2° die Einrichtung neuer Campingplätze;

3° die Einrichtung neuer Friedhöfe;

4° die Einrichtung neuer technischer Vergrabungszentren der Klasse 3, mit Ausnahme derjenigen, die im Plan der technischen Vergrabungszentren eingetragen sind.

§ 2. In den entfernten Präventivzonen:

1° die neuen Parkflächen von mehr als zwanzig Kraftfahrzeugen werden abgedichtet und mit einer Vorrichtung zur Sammlung der Flüssigkeiten versehen, die einem Kohlenwasserstoffabscheider zugeführt werden;

2° die Lagerungen von organischen Stoffen, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, werden derart eingerichtet, dass die Versickerung von Flüssigkeiten in den Boden und zum Grundwasser vermieden wird.

Sie werden stets außerhalb der im Erlass der Präventivzone identifizierten und angeführten Zonen mit präferenzialer Versickerung zum Grundwasser (Dolinen, Karstschächte) eingerichtet;

An ihrem Erzeugungsstandort werden sie in dichten Becken und Behältern aufbewahrt, die auf Flächen eingerichtet sind, die undurchlässig und derart ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

Die Lagerungen von Tierdung werden unter Einhaltung der in Kapitel IV des vorliegenden Titels festgelegten Bedingungen eingerichtet. In Abweichung von § 5 ist die im ersten Satz des vorliegenden Absatzes enthaltene Bestimmung unter Berücksichtigung der in Artikel R. 460 vorgesehenen Fristen anwendbar, wenn sie auf Bauernhöfen eingerichtet werden.

Die Lagerungen von Silageprodukten mit ständigem Charakter, die Flüssigkeiten freisetzen könnten, werden in dichten Becken und Behältern aufbewahrt oder auf undurchlässigen Flächen eingerichtet, die derart ausgestattet sind, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann;

3° die neuen Transformatoren werden auf Stahlbetonsockeln gestellt, die einen Auffangbecken bilden.

Die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Transformatoren werden derart mit einer Vorrichtung zum Schutz gegen Überladungen ausgestattet, dass die Gefahr eines Bruchs ihres Gehäuses auf einen unbedeutenden Wert reduziert wird;

4° die eingegrabenen oder in einer zugeschütteten Grube untergebrachten Behälter sind doppelwandig und mit einem System zur ständigen Dichtheitskontrolle mit optischem und akustischem Alarm im Falle eines Dichtheitsverlusts einer der Wände ausgestattet.

§ 3. Die Bestimmungen bezüglich der Angleichung in der entfernten Präventivzone sind Folgende :

Die dem in der Anlage LVI angeführten Muster entsprechenden Hinweisschilder, die auf das Vorhandensein einer Präventivzone hinweisen, werden von dem Betreiber an allen Hauptverkehrsachsen an deren Eintrittspunkten in die entfernte Präventivzone angebracht.

§ 4. Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone sofort anwendbar.

Art. R. 168 - In den Überwachungszonen:

1° wenn der Minister feststellt, dass sich die in der(den) innerhalb der Überwachungszone gelegene(n) Präventivzone(n) in Anwendung des Artikels R. 165 § 2, 1° getroffenen Maßnahmen als unzureichend erweisen, kann er in der gesamten oder in einem Teil der Überwachungszone Bestimmungen gleicher Art festlegen. Er kann dort insbesondere das Ausbringen von Tierdung, von Produkten, deren Ausbringen zu landwirtschaftlichen Zwecken erlaubt ist, und von stickstoffhaltigem Dünger auf die in Kapitel IV des vorliegenden Titels vorgesehenen, in einem gefährdeten Gebiet erlaubten Höchstmengen beschränken.

In den Überwachungszonen, die nicht mit einer Wasserentnahmestelle verbunden sind, kann er ebenfalls Maßnahmen gleicher Art nach denselben Kriterien festlegen. Die Nitratgehalte werden dann an einer für das Grundwasser repräsentativen Kontrollstelle bewertet;

2° wenn der Minister feststellt, dass sich die in der(den) innerhalb der Überwachungszone gelegene(n) Präventivzone(n) in Anwendung des Artikels R. 165 § 2, 2° getroffenen Maßnahmen als unzureichend erweisen, kann er in der gesamten oder in einem Teil der Überwachungszone Bestimmungen gleicher Art festlegen.

Art. R. 169 - Für die Arbeiten zur Angleichung der Bauwerke, Bauten und Anlagen, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen und die am Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* noch nicht durchgeführt worden sind, werden die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durch die Erlasse zur Abgrenzung der Zonen festgelegten Fristen revidiert. Zu diesem Zweck reichen die von der Präventivzone betroffenen Betreiber spätestens bis zum 1. April 2011 ein aktualisiertes Programm ein, das die noch auszuführenden Aktionen, eine Veranschlagung ihrer Kosten, den Betrag der noch zu zahlenden Entschädigungen und einen Durchführungsplan beinhaltet und das von der «Société publique de Gestion de l'Eau», wenn diese durch einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitem Wassers an den Betreiber gebunden ist, genehmigt wurde.

Unterabschnitt 6 — Maßnahmen bezüglich bestimmter Steinbrüche

Art. R. 170 - § 1. Der Unterabschnitt 5 des vorliegenden Abschnitts ist nicht auf die sich in Betrieb befindenden Steinbrüche anwendbar.

Wenn eine Grundwasserentnahmezone in einem sich in Betrieb befindenden Steinbruch liegt oder wenn ein sich in Betrieb befindender Steinbruch in einer Grundwasserentnahmezone liegt:

1° dürfen aus den Baumaschinen keine Kohlenwasserstoffe auslaufen; gegebenenfalls werden sie unverzüglich aus dem Steinbruch entfernt, um repariert zu werden;

2° dürfen sich im Steinbruch nur Produkte in Zusammenhang mit dessen Betrieb befinden;

3° werden die Produkte, die für die Qualität der Grundwasserleitschicht eine Gefahr darstellen, entweder in Behältern gelagert, die in dichten Auffangbecken untergebracht sind, deren Inhaltsvermögen mindestens dem gesamten Inhaltsvermögen der in jedem Becken stehenden Behälter entsprechen muss, oder in Fässern oder Behältern untergebracht, die auf einer undurchlässigen Fläche aufbewahrt werden, die derart ausgestattet ist, damit gewährleistet ist, dass keine Flüssigkeit auslaufen kann.

4° sind die Sickergruben in den Präventivzonen untersagt.

Das Abwasser, Haushaltsabwasser und Sanitärwasser werden entweder durch dichte Leitungen außerhalb des Steinbruchs und der Präventivzone abgeleitet, oder an Ort und Stelle in dichten Becken und Behältern gelagert und von zugelassenen Entleerern beseitigt.

§ 2. Die in § 1, Absatz 2 erwähnten Bestimmungen finden keine Anwendung auf:

- Pumpversuche;
- vorübergehende Pumparbeiten;
- die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser mit einer Entnahmekapazität bis höchstens 10 m³/Tag oder für die Versorgung von weniger als fünfzig Personen, wenn die Wasserversorgung nicht im Rahmen einer kommerziellen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit stattfindet;

- die Entnahmestellen von nicht zu Trinkwasser aufbereitem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser mit einer Entnahmekapazität bis höchstens 10 m³/Tag und bis zu 3 000 m³/Jahr.«.

Art. 3 - Artikel R. 458 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Die Anlagen LV und LVI werden in den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt.

Anlage LV

TABELLE DER REFERENZFRISTEN FÜR DIE ANGLEICHUNG

Gegenstand	Zone IIa		Zone IIb	
	Referenzartikel	Fristen	Referenzartikel	Fristenais
Strecke oder Gelände für Motorsport	R. 165. § 1, 1°	2 Jahre	R. 165. § 1, 1°	4 Jahre
Sickergrube, einschließlich für die Ableitung des Regenwassers	R. 165. § 1, 2°	2 Jahre	R. 165. § 1, 2°	4 Jahre
oberirdische Lagerung von Kohlenwasserstoffen und Stoffen der Listen I oder II	R. 165. § 2, 3°	3 Jahre	R. 165. § 2, 3°	4 Jahre
oberirdische Lagerung von festen Stoffen der Listen I oder II	R. 165. § 2, 4°	3 Jahre	R. 165. § 2, 4°	4 Jahre
Leitung zum Transport von Kohlenwasserstoffen und Produkten der Listen I oder II	R. 165. § 2, 5°	3 Jahre	R. 165. § 2, 5°	4 Jahre
überdachte Einfriedung für Tiere	R. 165. § 2, 7°	2 Jahre	R. 165. § 2, 7°	2 Jahre
Anlage zur Beseitigung oder Verwertung der Abfälle	R. 165. § 2, 8°	2 Jahre	R. 165. § 2, 8°	2 Jahre
Lagerung von bestehenden flüssigen Kohlenwasserstoffen	R. 165. § 3, 1°	3 Jahre	R. 165. § 3, 1°	12 Jahre
stillgelegter Behälter	R. 165. § 3, 2°	3 Jahre	R. 165. § 3, 2°	4 Jahre
individuelles Klärsystem (Not- oder Ausnahmefälle)	R. 165. § 3, 3°	unverzüglich	R. 165. § 3, 3°	unverzüglich
technisches Vergrabungszentrum	R. 166. § 1, 1°	4 Jahre	R. 167. § 1, 1°	4 Jahre
eingegrabene Lagerung von Kohlenwasserstoffen und gefährlichen Stoffen	R. 166. § 1, 2°	je nach den in Artikel R. 167, § 5 vorgesehenen Dichtheitsprüfungen und spätestens innerhalb von 3 Jahren	R. 165. § 2, 3° und § 3, 1°	je nach den in Artikel R. 167 § 5 vorgesehenen Dichtheitsprüfungen und spätestens innerhalb von 12 Jahren
unterirdisches Ausbringen von häuslichem Abwasser	R. 166. § 1, 3°	2 Jahre		
Lagerung von organischen Stoffen außerhalb des Erzeugungsstandorts	R. 166. § 1, 4°	1 Jahr		
Ansammlungsort für Tiere mit ständigem Charakter	R. 166. § 1, 5°	1 Jahr		
Lagerung von gefährlichen Produkten	R. 166. § 1, 6°	2 Jahre		
undichter Regenwasserauffangbecken	R. 166. § 1, 7°	4 Jahre		
Campingplatz	R. 166. § 1, 8°	2 Jahre		
bestehender Weg	R. 166. § 2, 1°, Absatz 1	2 Jahre		
neuer Weg	R. 166. § 2, 1°, Absatz 2	unverzüglich		
Parkfläche > 5 Fahrzeuge	R. 166. § 2, 2°	2 Jahre		
dichte Abwasserleitung, dichter Abflusskanal oder dichte Abflusrinne	R. 166. § 2, 3°	2 Jahre		
bestehender beweglicher Ansammlungsort für Tiere	R. 166. § 2, 4°	1 Jahr		
Transformator	R. 166. § 2, 5°	2 Jahre	R. 167. § 2, 3°	2 Jahre
Lagerung auf Bauernhöfen von Tierdung und Silageprodukten	R. 166. § 3, 1°, Absätze 1 und 3	2 Jahre	R. 167. § 2, 2°, außer Absatz 4	2 Jahre
eingegrabener Behälter zur Lagerung von Kohlenwasserstoffen und Stoffen der Listen I oder II			R. 167. § 2, 4°	4 Jahre
Hinweisschild			R. 167. § 3, 1°	1 Jahr

ANLAGE LVI — HINWEISSCHILDER FÜR PRÄVENTIVZONEN
 HINWEISSCHILD FÜR PRÄVENTIVZONEN
 PRÄVENTIVZONE FÜR WASSERENTNAHME
 S.P.G.E.
 Société publique de Gestion de l'Eau
 (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)
 Grundwasserentnahmestelle(n) von «Name der Gemeinde»
 Name(n) der Wasserentnahmestelle(n)
 Referenznummer(n) der Wasserentnahmestelle(n)

Bei UNFALL zu benachrichtigen:

Name(n) des(der) Inhaber(s) der Umweltgenehmigung(en) betreffend die Wasserentnahmestelle(n):

Telefonnummer der zu kontaktierenden Person

REGION WALLONNE – SOS POLLUTION: 070-23 30 01

PROTECTION CIVILE: service 100

Einheitliche europäische Notrufnummer: 112

Zeichen des Genehmigungsinhabers

Angaben zu den Farben:

Maße in mm

Blau

reflektierendes Weiss

HINWEISSCHILD FÜR DAS ENDE VON PRÄVENTIVZONEN
 PRAEVENTIVZONE FUR WASSERENTNAHME
 S.P.G.E.
 Société publique de Gestion de l'Eau
 (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)
 Grundwasserentnahmestelle(n) von «Name der Gemeinde»
 Name(n) der Wasserentnahmestelle(n)
 Referenznummer(n) der Wasserentnahmestelle(n)

Bei UNFALL zu benachrichtigen:

Name(n) des(der) Inhaber(s) der Umweltgenehmigung(en) betreffend die Wasserentnahmestelle(n):

Telefonnummer der zu kontaktierenden Person

REGION WALLONNE – SOS POLLUTION: 070-23 30 01

PROTECTION CIVILE: service 100

Einheitliche europäische Notrufnummer: 112

Zeichen des Genehmigungsinhabers

Angaben zu den Farben:

Maße in mm

Blau

Rot

reflektierendes Weiss

Art. 5 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2 und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur Zwischenlagerung oder Sortierung von Altölen, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1 werden der Wörter «R. 157» durch die Wörter «R. 154» und die Wörter «R. 159, § 1, 1° und R. 160» durch die Wörter «R. 156, § 1, und R. 157» ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Mastkälbern, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Schafen und Ziegen, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von mindestens sechs Monate alten Rindern werden die Wörter «R. 157 und R. 160» durch die Wörter «R. 154 und R. 157» ersetzt.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,
 R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
 B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1512

[C — 2009/27081]

12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.169, D.171 tot D.174 en D.435;

Gelet op het advies van de « Commission consultative de l'Eau » (Wateradviescommissie), gegeven op 13 juni 2007;

Gelet op het advies 43.797/4 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel R. 90 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de punten 14^o en 15^o vervangen als volgt :

14^o « lens » : grondwaterlaag gelegen in een waterdoorlatend milieu dat zich onder een minderdoorlatende of ondoorlatende geologische laag bevindt; de hydraulische belasting van het water dat zij bevat, overschrijdt het dak van de waterlaag;

15^o « vrije waterlaag » : grondwaterlaag gelegen in een waterdoorlatend milieu verzadigd op een gewoonlijk veranderlijke hoogte en gelegen onder een droog of onverzadigd doorlatend milieu; de waterlaag is over het algemeen naar beneden afgebakend door een ondoorlatende onderlaag;

§ 2. In artikel R. 90., 18^o van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt het woord « zekere » toegevoegd vóór het woord « filtratie » en vervallen de woorden « en de bescherming ervan tegen besmettingsrisico's waarborgen ».

§ 3. In artikel R. 90 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt punt nr. 22 vervangen als volgt :

22^o « toevoerzone » : gebied waarin het geheel van de stromingswegen naar de waterwininstallatie convergeren.

§ 4. In artikel R. 90 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt punt nr. 27 opgeheven.

Art. 2. Afdeling 2 van Hoofdstuk III van Titel VII van het regelgevend deel 2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen door volgende afdeling 2 :

« *Afdeling 2* — Grondwaterwinningen, waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden.

Onderafdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Art. R. 153. Voor de toepassing van deze afdeling dient te worden verstaan onder :

1^o toegelaten maximale concentratie : de concentratie voor pesticiden :

a) 0,1 µg/l per afzonderlijke stof, behalve voor aldrin, dieldrin, heptachloor en heptachloorepoxide waarvoor de toegelaten maximale concentratie 0,03 µg/l bedraagt;

b) 0,5 µg/l in totaal;

2^o bovengrondse installatie : gedeelte van de aan het oppervlak gelegen waterwininstallatie, alsmede het gebouw dat ze beschermt, met inbegrip van de ventilatiesystemen en de kijkopeningen;

3^o pesticiden :

a) - organische insecticiden;

b) - organische herbiciden;

c) - organische fungiciden;

d) - organische nematociden;

e) - organische acariciden;

f) - organische algiciden;

g) - organische rodenticiden;

h) - organische slimiciden;

i) - soortgelijke producten (onder meer groeiregulators);

j) hun respectieve metaboliëten en afbraak- en reactieproducten;

4^o proefbemaling : een proefbemaling die niet langer dan twaalf maanden duurt om de kenmerken van de belaste watervoerende laag te bepalen;

5^o tijdelijke bemaling : een bemaling uitgevoerd tijdens openbare of particuliere civieltechnische werken;

6^o waterwinning : handeling die erin bestaat grondwater op te vangen;

7^o bovengrondse tank : tank die in de openlucht, in een al dan niet ondergronds lokaal of in een niet opgehoogde kuil geplaatst kan worden;

8^o ontoegankelijke bovengrondse tank : tank met minstens één onzichtbare wand;

9^o ingegraven tank : tank die zich geheel of gedeeltelijk onder de grond bevindt en waarvan de wanden in rechtstreeks contact zijn met de omliggende aarde of met het ophogingsmateriaal;

10^o lozing : het lozen van stoffen en materies in het grondwater, met of zonder sijpeling in de grond of de ondergrond;

11° stoffen vermeld op lijst I of II : alle stoffen die op lijst I of II van bijlage XX voorkomen;

12° Minister : de Minister van Leefmilieu;

13° Administratie : het « Département de l'Environnement et de l'Eau » (Departement Leefmilieu en Water) van het « Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » (Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

Onderafdeling 2. — Waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden

Art. R. 154. § 1. Rond elke grondwaterwinning wordt een waterwingebied voorzien.

Het waterwingebied wordt afgebakend door een lijn gelegen op 10 meter van de buitengrenzen van de voor de waterwinning strikt noodzakelijke bovengrondse installaties.

Het aldus opgericht gebied wordt "gebied I" genoemd.

§ 2. In afwijking van § 1, voor proefbemalingen, tijdelijke bemalingen en waterwinningen gelegen in een in bedrijf zijnde steengroeve, verduidelijkt de milieuvergunning de grenzen van het waterwingebied.

Art. R. 155. § 1. Een voorkomingsgebied wordt in een vrije waterlaag bepaald voor elke winning van tot drinkwater verwerkbaar water bestemd voor de openbare watervoorziening of voor de verpakking van mineraalwater of frisdrank, bier, cider, vruchtenwijnen en andere gegiste dranken.

§ 2. Een voorkomingsgebied moet bepaald worden voor elke waterwinning bedoeld in § 1 gelegen in een lens, alsook voor elke waterwinning bestemd voor andere doeleinden.

In dat geval kan de aanvraag tot afbakening van het voorkomingsgebied uitgaan van de exploitant, of door de Minister worden opgelegd.

§ 3. De beschermingsomtrek opgericht overeenkomstig artikel 2 van de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren is gelijkgesteld met de afgelegen voorkomingsgebieden voor de toepassing van deze afdeling.

Art. R. 156. § 1. In het geval van een vrije waterlaag wordt het voorkomingsgebied verdeeld in twee ondergebieden die respectievelijk dichtbijgelegen voorkomingsgebied of gebied IIa en afgelegen voorkomingsgebied of gebied IIb genoemd worden.

Het gebied IIa is begrepen tussen de omtrek van gebied I en een lijn gelegen op een afstand van de waterwinning die overeenstemt met een verplaatsingstijd van het grondwater tot aan de waterwinning gelijk aan 24 uur in verzadigde grond. Bij gebrek aan voldoende gegevens waarbij gebied IIa overeenkomstig voornoemd beginsel afgebakend kan worden, wordt dit gebied afgebakend door een lijn gelegen op een horizontale afstand van 35 meter vanaf de bovengrondse installaties wanneer het om putten gaat, en door twee lijnen gelegen op 25 meter aan weerszijden van de bovengrondse projectie van de lengteas wanneer het om galerijen of afwateringsbuizen gaat.

Het gebied IIb is begrepen tussen de buitenomtrek van gebied IIa en een lijn gelegen op een afstand van de waterwinning die overeenstemt met een verplaatsingstijd van het grondwater tot aan de waterwinning gelijk aan 50 dagen in verzadigde grond.

Bij gebrek aan voldoende gegevens waarbij gebied IIb overeenkomstig voornoemd beginsel afgebakend kan worden, bedraagt de afstand tussen de omtrek van dit gebied en de buitenomtrek van gebied IIa :

100 meter voor de waterhoudende zandformaties;

500 meter voor de waterhoudende grintformaties;

1 000 meter voor de waterhoudende gescheurde of karstische formaties.

Gebied IIb overschrijdt evenwel niet de buitenomtrek van de toevoerzone.

Wanneer het grondwater de waterwinning langs voorkeursafwateringsassen bevoorraadt, wordt gebied IIb langs die assen uitgebreid over een maximale afstand van 1 000 meter en over een breedte die minstens gelijk is aan die van gebied IIa.

Die afstanden zijn vatbaar voor herziening indien later verkregen gegevens toelaten gebied IIb vast te stellen naargelang van de verplaatsingstijden of de grenzen van de toevoerzone.

§ 2. Wanneer er een verontreinigingsgevaar bestaat, is het voorkomingsgebied in een lens het gebied waarin de verplaatsingstijd kleiner is dan vijftig dagen in verzadigde grond. Dit gebied heeft de kenmerken van een afgelegen voorkomingsgebied.

Art. R. 157. In afwijking van de artikelen 154 en 156 kan de afbakening van de waterwin- en voorkomingsgebieden overeenstemmen met natuurlijke of kunstmatige topografische vaste punten en grenzen, zoals verkeerswegen, waterlopen, afsluitingen, bouwlijnen of met administratieve grenzen, zoals kadastrale secties.

Art. R. 158. Voor elke waterwinning kan een toezichtsgebied worden bepaald.

Met uitzondering van de waterwinningen bestemd voor de productie van bronwater, natuurlijk mineraalwater of thermaalwater, waarvoor de vastlegging van het gebied door de exploitant kan worden aangevraagd, valt het ontwerp van gebied onder het initiatief van de Minister.

Onderafdeling 3. — Afbakeningsprocedure van de voorkomings- en toezichtsgebieden

Art. R. 159. § 1. Als de aanvraag tot afbakening van het voorkomings- of het toezichtsgebied van de exploitant uitgaat overeenkomstig de artikelen R. 155. § 2. en R. 158, beslist de Minister over de opportuniteit om dit voorkomings- of toezichtsgebied af te bakenen.

§ 2. Vóór de exploitant een aanvraag tot milieuvergunning indient of een aangifte voor de waterwinning stuurt, wordt het ontwerp voor de afbakening van een voorkomings- of toezichtsgebied in drievoud door de exploitant aan de Administratie overgemaakt, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de Minister. Het bevat de volgende documenten :

1° een toelichtend dossier of een toelichtende nota die het voorstel tot afbakening rechtvaardigt en, desgevallend, een omschrijving van de middelen die gebruikt werden voor de afbakening van het voorkomings- of toezichtsgebied;

2° een plan, opgemaakt op een schaal van maximum 1/1 000, waarop de toestand van de waterwinningen en de grenzen van de geplande waterwinnings-, voorkomings- of toezichtsgebieden worden vermeld;

3° een exemplaar van een geologische kaart op een schaal van minimum 1/40 000 waarop de toestand en de grenzen van het geplande voorkomings- of toezichtsgebied worden vermeld;

4° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen gelegen in de geplande waterwinnings-, voorkomings- of toezichtsgebieden worden vermeld;

5° een actieprogramma die een raming bevat van de door de exploitant te voeren acties om het gebied te beschermen alsook een evaluatie van de vergoeding van de rechtstreekse en materiële schade die voortvloeien uit de verplichting voor derden om hun werken, bouwwerken of installaties die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomings- of toezichtsgebied bestaan, in overeenstemming te brengen met de artikelen R. 165. tot R. 168. Het programma legt een omschrijving van de aard van de acties, een kostenraming en een uitvoeringsplanning voor. Als het actieprogramma niet bij het project gevoegd is wegens een te groot gebied of wegens technische moeilijkheden, voegt de exploitant een kostenraming bij van de vastlegging van het voorkomings- of toezichtsgebied en van de acties overwogen door de exploitant om het gebied te beschermen alsook een evaluatie van de vergoeding van de rechtstreekse en materiële schade die voortvloeien uit de verplichting voor derden om hun bestaande werken, bouwwerken of installaties in overeenstemming te brengen met de artikelen R. 165. tot R. 168.

Na onderzoek van het dossier en het eventueel bekomen van aanvullende stukken verklaart de administratie dat het dossier volledig is en legt ze het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. R. 160. Zodra de Minister het project heeft goedgekeurd, wordt de exploitant verzocht om de volgende documenten aan de Administratie te verstrekken :

1. het geheel van de meest recente originele kadastrale kaarten en leggers zoals verstrekt door de administratie van het kadaster;
2. een afschrijft van de uittreksels van de kadastrale legger met vermelding van de namen en adressen van de eigenaars van de percelen of perceeldelen die zich in het voorkomings- of toezichtsgebied bevinden, in evenveel exemplaren als er dossiers zijn;
3. de bijwerking, indien nodig, van de oorspronkelijke plannen van het project;
4. als het openbaar onderzoek meer dan één gemeente betreft, de reproductie van het volledige dossier in evenveel bijkomende exemplaren als nodig.

Na ontvangst van de documenten bedoeld in het eerste lid, stuurt de Administratie naar de exploitant een bij ter post aange tekend schrijven waarin wordt verklaard dat het dossier betreffende de afbakening van het voorkomings- of toezichtsgebied volledig is.

Onderafdeling 4. — Het openbaar onderzoek

Art. R. 161. § 1. De Minister stuurt de ontwerpen van voorkomings- en toezichtsgebieden, alsook de actieprogramma's samen met hun bijlagen naar de gemeenten op het grondgebied waarvan voornoemde gebieden zich geheel of gedeeltelijk uitstrekken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier stelt het gemeentecollege een openbaar onderzoek in overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 2. Na het openbaar onderzoek neemt de Minister een besluit tot bepaling van het voorkomingsgebied bedoeld in artikel R. 156 alsook het actieprogramma bedoeld in artikel R. 159, § 2, en tot regeling van de activiteiten in dit gebied. Hij brengt de volgende personen en instanties daarvan op de hoogte : de exploitant, de betrokken gemeenten, de buitendirectie van het operationele directoraat-generaal ruimtelijke ordening, huisvesting, erfgoed en energie van de Waalse Overheidsdienst en elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt, alsook de « Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) als ze door een dienstencontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water met de exploitant verbonden is.

Bij gebrek aan een actieprogramma legt de Minister een vervaldatum vast voor het indienen van het actieprogramma in het besluit tot afbakening van het gebied. Vóór het actieprogramma door de Minister aangenomen wordt, wordt het aan een openbaar onderzoek onderworpen overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. Na het openbaar onderzoek neemt de Minister een besluit tot bepaling van het toezichtsgebied bedoeld in artikel R. 158, alsook het actieprogramma bedoeld in artikel R. 159, § 2, en tot regeling van de activiteiten in dit gebied; hij brengt de volgende personen en instanties daarvan op de hoogte : de betrokken gemeenten, de buitendirectie van het operationele directoraat-generaal ruimtelijke ordening, huisvesting, erfgoed en energie van de Waalse Overheidsdienst en elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt.

Onderafdeling 5. — Beschermingsmaatregelen

Art. R. 162. Voor de werken, bouwwerken of installaties die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan, neemt de Minister het actieprogramma aan en, onverminderd de termijnen bedoeld in de artikelen R. 165, § 2, 1°, lid 4 en 5, 2°, derde lid, § 4 en R. 166 § 3, 1° en § 4, bepaalt hij de toepassingstermijnen van de bepalingen van de artikelen R. 165. tot R. 167. op basis van een project van actieprogramma opgesteld door de exploitant en goedgekeurd door de « Société publique de Gestion de l'Eau » als ze door een dienstencontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water met de exploitant verbonden is. Na de aanneming van het actieprogramma door de Minister geeft de exploitant kennis daarvan aan de personen betrokken bij de aanpassingswerken. De termijnen worden vastgelegd met inachtneming van artikel D. 22. § 2.

Met uitzondering van de noodsituaties gemotiveerd door directe risico's, mogen de termijnen vastgelegd door de Minister en tegenwerpbaar aan derden niet lager zijn dan de referentiermijnen opgenomen in bijlage LV.

Art. R. 163. De uitbreidingen van de inrichtingen die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van een voorkomingsgebied bestaan, worden als nieuwe inrichtingen beschouwd als ze een verhoging van meer dan 25 % van de bestaande installatiecapaciteit tot gevolg hebben op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

Art. R. 164. § 1. De beschermingsmaatregelen bedoeld in de artikelen R. 165 tot R. 168 zijn van toepassing in de door de Minister aangewezen gebieden.

De Minister kan alternatieve maatregelen of beschermingsmaatregelen opleggen die de maatregelen bedoeld in de artikelen R. 165 tot R. 168 aanvullen.

In dit geval is het verwachte resultaat voor de bescherming van de mens of het milieu ten minste gelijk aan het resultaat dat behaald zou worden als er geen afwijking was.

§ 2. Onverminderd § 1, kan de Minister in precieze gevallen een vrijstelling verlenen van de verplichting tot naleving van bepaalde beschermingsmaatregelen bedoeld in de artikelen R. 165 tot R. 168 als ten minste één van de volgende voorwaarden wordt ingewilligd :

1° als het risico van verslechtering van de grondwaterkwaliteit gekoppeld aan een dergelijke vrijstelling verwaarloosbaar is, net zoals het milieuvoordeel dat uit de uitvoering van de beschermingsmaatregelen bedoeld in de artikelen R. 165 tot R. 168 zou gehaald worden;

2° als de technische en/of financiële gevolgen van de lasten niet in verhouding staan tot de milieuvoordelen die daarmee zouden worden verkregen;

3° als andere maatregelen een gelijkwaardig beschermingsniveau bieden t.o.v. de waterlaag.

Art. R. 165. § 1. In de afgelegen en de dichtbijgelegen voorkomingsgebieden zijn verboden :

1° de permanent en occasioneel gebruikte circuits of terreinen voor "motorsporten" bedoeld in de rubriek 92.61.10 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

2° de verliesputten, met inbegrip van de putten die uitsluitend regenwater afvoeren.

§ 2. In de afgelegen en de dichtbijgelegen voorkomingsgebieden :

1° de spreiding van meststoffen wordt enkel toegelaten voor het dekken van de fysiologische stikstofbehoeften van de planten, waarbij erover gewaakt wordt dat het verlies van nutriënten beperkt wordt.

Als de Minister echter vaststelt dat de waterwinning een gemiddeld jaarlijks gehalte van meer dan 35 mg NO₃⁻/l, of van meer dan 20 mg NO₃⁻/l met een stijgende tendens vertoont, neemt hij de gepaste maatregelen die tot de wijziging van bepaalde landbouw-, huishoudelijke en andere praktijken moeten leiden om het lozen van nitraten in de grondwateren te beperken. Deze maatregelen blijven van toepassing tot de gehalten opnieuw onder de 20 mg NO₃⁻/l zijn gedaald en gedurende minstens vijf jaar op dat niveau blijven. Hij kan o.a. de verspreidingen van dierlijke meststoffen, van producten die voor landbouwdoeleinden verspreid mogen worden, en van stikstofhoudende meststoffen beperken tot de in hoofdstuk IV van deze titel bedoelde maximumdosissen toegelaten in de kwetsbare gebieden.

Bovendien kan de Minister maatregelen nemen onder de drempels bepaald in het vorig lid als de betrokken waterwinningen natuurlijk mineraalwater produceren waarvan het nitraatgehalte laag is en dat een aangepaste bescherming vereist om dit gehalte stabiel te houden.

De bepalingen van het eerste lid zijn onmiddellijk van toepassing vanaf de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de voorkomingsgebieden.

Bij gebrek aan bijzondere precisering zijn de maatregelen bedoeld in het tweede en het derde lid van toepassing binnen een termijn van één jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Minister;

Als de Minister vaststelt dat de concentratie pesticiden, in het ontvangende water hoger is dan :

- 75 % van de voor het drinkwater toegelaten maximale concentratie, m.b.t. de waarde die per afzonderlijke stof is vastgesteld, of dan

- 75 % van de voor het drinkwater toegelaten maximale concentratie, m.b.t. de waarde die voor het geheel van de stoffen is vastgesteld,

neemt hij de gepaste maatregelen om sommige landbouw-, huishoudelijke en andere praktijken te wijzigen en zelfs de verspreiding van pesticiden te verbieden om het lozen van pesticiden te beperken in de grondwateren tot de gehalten opnieuw onder de 75 % toegelaten maximale concentratie zijn gedaald die voor het drinkwater is vastgelegd en gedurende minstens vijf jaar op dat niveau blijven.

Bij gebrek aan bijzondere precisering zijn de maatregelen bedoeld in het eerste lid van toepassing binnen een termijn van één jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Minister;

3° de opslag van 100 liter tot 3 000 liter koolwaterstoffen voldoet aan dezelfde eisen als die bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.

De opslag van meer dan 3 000 liter koolwaterstoffen of van meer dan 100 liter vloeibare producten die stoffen van lijst I of II bevatten, voldoen aan de eisen van de vigerende wetgeving betreffende deze opslaginstallaties.

Naast deze bepalingen moeten de volgende maatregelen ook genomen worden :

- de bovengrondse opslag van vloeibare meststoffen en pesticiden is opgenomen in waterdichte ontvangers, geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die voorzien zijn van een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing uitsluit in geval van lekkage;

- de waterdichte opslagoppervlakten, kuipen, retentiebakken en kuilen worden vrijgehouden. Ze worden beschermd tegen de toevloed van regenwater of watersinsijpeling. De voorzieningen om het water via de basis te verwijderen zijn streng verboden;

- de peiling en de inhoudsmeting gebeuren via de top van de tank. De peiling d.m.v. zwaartekracht, zelfs met een sluitingssysteem op de leiding is streng verboden;

- een plaatje wordt vastgemaakt op de tank met aanduiding van het voorkomingsgebied en vermelding van de telefoonnummers van de exploitant van de waterwinning, van de gemeente en van « SOS POLLUTIONS »;

4° de opslag van vaste producten die stoffen van lijst I of II bevatten wordt onder een dak geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die voorzien zijn van een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing uitsluit;

5° de leidingen voor koolwaterstoffen, producten of materies die stoffen van lijst I of II bevatten, moeten waterdicht zijn. Het gevaar voor een toevallige breuk ervan moet tot een minimum herleid worden;

6° de hantering van koolwaterstoffen of producten die stoffen van lijst I of II bevatten, met inbegrip van meststoffen en pesticiden, alsmede de onderhouds- en bevoorradingshandelingen van motorvoertuigen worden uitgevoerd op ondoorlaatbare oppervlakten die voorzien zijn van een opvangsysteem van de vloeistoffen;

7. de overdekte omheinde dierenruimten, met inbegrip van stallen en kennels, beschikken over een ondoorlatende bodem en over een systeem dat elke lozing uitsluit;

8° de opslagplaatsen en de installaties voor de verzameling, de verwijdering of valorisatie van afvalstoffen bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden aan de volgende regels onderworpen :

a) zij worden opgericht op ondoorlatende gronden;

b) zij worden voorzien van een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing voorkomt;

9° wanneer putten, boringen, uithollingen of grondwerken die op meer dan 3 meter onder de grondoppervlakte worden uitgevoerd, het voorwerp uitmaken van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of eenmalige vergunning die onderworpen is aan het advies van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening,

huisvesting, erfgoed en energie, wint dit laatste tijdens het onderzoek van de aanvraag het advies van de exploitant van de waterwinning en van de Administratie in. Deze formaliteit wordt geëist wanneer voornoemde werken, in het dichtbijgelegen voorkomingsgebied van de winningen van mineraal, thermaal en koolzuurhoudend water, op een diepte van meer dan 2 meter worden uitgevoerd.

10° de volgende bepalingen worden in acht genomen voor de uitvoering van werven, werken en bouwwerken :

- de werktuigen mogen geen koolwaterstoflekken vertonen. Ze zijn in goede staat van werking, worden regelmatig gecontroleerd en, indien er zich problemen voordoen, worden zij onmiddellijk buiten de voorkomingsgebieden voor herstelling weggebracht;

- de onderhouds- en bevoorradingshandelingen van de motorvoertuigen worden uitgevoerd om elke toevallige verspreiding van vloeistof en de infiltratie ervan in de bodem te voorkomen;

- mogen zich enkel op de werf bevinden de producten die nodig zijn voor de uitvoering van de werf. De producten die de kwaliteit van de grondwaterlaag kunnen aantasten (brandstoffen, smeeroliën,...) worden, hetzij opgeslagen in waterdichte retentiekomen met een omvang die minstens gelijk is aan de gehele omvang van de in elke kom bewaarde tanks, hetzij opgeborgen in vatten of ontvangers die zelf opgeslagen zijn op een ondoorlatende oppervlakte voorzien van een systeem dat elke vloeibare lozing uitsluit in geval van lekkage;

- in geval van incident worden onmiddellijk maatregelen genomen om de uitbreiding van de verontreiniging te voorkomen en om de besmette gronden af te voeren. Hiervoor worden kits tegen verontreiniging in gepaste hoeveelheid ter beschikking gesteld. Deze kits bevatten o.a. materialen die de koolwaterstoffen adsorberen en dekzeilen. De ondernemer verwittigt de bevoegde dienst van de administratie, « SOS POLLUTIONS ».

§ 3. De bepalingen voor het in overeenstemming brengen in de afgelegen en de dichtbijgelegen voorkomingsgebieden zijn de volgende :

1° de opslagplaatsen van vloeibare koolwaterstoffen of vloeibare producten die stoffen van lijst I of II bevatten die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan, worden in overeenstemming gebracht met de bepalingen van dit artikel;

2° de in onbruik geraakte tanks met koolwaterstoffen of producten die stoffen van lijst I of II bevatten, bovengronds of ondergronds, worden geledigd, gereinigd, in voorkomend geval ontgast, en weggehaald. De leidingen worden geledigd en uit elkaar gehaald;

Als een ingegraven tank niet tegen redelijke technische en financiële voorwaarden kan worden weggehaald, kan hij ter plaatse blijven nadat hij met een inert materiaal gevuld werd. Als het gaat om een ingegraven tank wordt er eerst een dichtheidstest uitgevoerd door een technicus die erkend wordt overeenkomstig artikel 634^{ter}/4 van titel III van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming. Wanneer tijdens de test een gebrekkige dichtheid wordt vastgesteld, wordt een saneringsprocedure uitgevoerd overeenkomstig de vigerende bepalingen;

3° In geval van een aangetoonde verontreiniging van de winning en van de betrokken plaatsen kan de Minister alle nuttige maatregelen nemen om dit risico te verminderen, met inbegrip van de oplegging, niettegenstaande de artikelen R. 279 § 2 en R. 282, van een individuele of gegroepeerd zuiveringssysteem zoals omschreven in artikel R. 233, 24° voor de zuivering van het afvalwater uit de woningen die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan en waarvoor het autonoom en tijdelijk saneringsstelsel van toepassing is.

§ 4. Voor de nieuwe werken, bouwwerken of installaties zijn de bepalingen van dit artikel onmiddellijk van toepassing te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de het voorkomingsgebied.

In het bijzonder geval van ingegraven tanks met koolwaterstoffen of producten die stoffen van lijst I of II bevatten die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan, en die niet overeenstemmen met de bepalingen van § 2., 3° en van § 3., 1°, wordt binnen twee jaar na de aanwijzing van het afgelegen voorkomingsgebied een dichtheidstest uitgevoerd door een technicus die erkend wordt overeenkomstig artikel 634^{ter}/4 van titel III van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming, vergezeld van een diagnose van de resterende nuttige levensduur. Als er bij een uitgeteste ingegraven tank geen gebrekkige dichtheid wordt vastgesteld en dat zijn gediagnosticeerde levensduur meer dan vier jaar bedraagt, worden nieuwe tests uitgevoerd halverwege de gediagnosticeerde levensduur, en zo verder, tot de termijn vastgelegd door de Minister voor het weghalen ervan.

De ingegraven tanks die in overeenstemming zouden zijn gebracht met de bepalingen die van toepassing zijn in de voorkomingsgebieden vóór de inwerkingtreding van deze voorwaarden zullen pas na een specifieke levensduur van twintig jaar aan deze voorwaarden moeten voldoen.

Als de tests een gebrekkige dichtheid of een levensduur van minder dan vier jaar aantonen, wordt de ontvanger onmiddellijk weggehaald.

De dichtheidstests worden ten laste genomen overeenkomstig de wetgeving betreffende de opslaginstallaties, bij gebrek aan een geldig dichtheidscertificaat. Als geen enkele wetgeving van toepassing is, worden de dichtheidstests ten laste genomen door de exploitant van de waterwinning.

Art. R. 166. § 1. In het dichtbijgelegen voorkomingsgebied zijn verboden :

1° de centra voor technische ondergraving bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° de ingegraven opslag van koolwaterstoffen of producten die stoffen van lijst I of II bevatten, met inbegrip van meststoffen en pesticiden;

3° de ondergrondse verspreiding van huishoudelijke effluënten, zelfs na zuivering;

4° de opslag, buiten hun productiesite, van organische stoffen die vloeibare lozingen kunnen vrijmaken;

5° de plaatsen met een permanente dierenconcentratie (drinkbak, voerbak, het voeden, het melken,...) en die zich buiten de gebouwen van de exploitatie bevinden.

De plaatsen met een permanente concentratie die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan, met een verontreinigingsrisico van de grondwateren, worden afgeschaft en verhuisd buiten het dichtbijgelegen voorkomingsgebied;

6° opslaginstallaties voor producten waarvan de natuurlijke afbraak het grondwater dreigt te verontreinigen. Deze bepaling is niet van toepassing op de opslagplaatsen gereguleerd in § 3, 1°;

7° vergaarkommen die niet waterdicht zijn;

8° kampeerterreinen;

9° de installatie van nieuwe bovengrondse opslagplaatsen van meer dan 100 liter koolwaterstoffen of producten die stoffen van lijst I of II bevatten, met inbegrip van meststoffen en pesticiden, behalve :

• als ze bestaande ingegraven of bovengrondse opslagplaatsen vervangen, met éénzelfde capaciteit en die dezelfde producten bevatten,

- de nieuwe bovengrondse tanks voor huishoudelijk gebruik, met vloeibare koolwaterstoffen, oliën en smeeroliën, of producten die stoffen van lijst I of II bevatten;

10° de aanleg van nieuwe parkeerruimten van meer dan twintig motorvoertuigen;

11° de aanleg van nieuwe overdekte omheinde dierenruimten, met name stallen en kennels;

12° de aanleg van nieuwe opslagplaatsen van organische stoffen die vloeibare lozingen kunnen veroorzaken, zoals dierlijke meststoffen (mest, aalt of gier) en inkuilingsproducten.

Deze bepaling is niet van toepassing op de wijziging van een bestaande installatie om ze in overeenstemming te brengen met de capaciteitsnormen bedoeld in artikel R. 460;

13° de aanleg van nieuwe opslagplaatsen of van nieuwe installaties voor de verzameling, de verwijdering of valorisatie van afvalstoffen bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

14° de aanleg van nieuwe sport- en ontspanningsterreinen met uitzondering van de terreinen waarvan het onderhoud het gebruik van producten die de kwaliteit van de grondwateren kan beschadigen, niet vereist;

15° de aanleg van nieuwe kerkhoven of elke uitbreiding van bestaande kerkhoven op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied, ongeacht de grootte van deze gebieden.

§ 2. In het dichtbijgelegen voorkomingsgebied :

1° de bestaande weggedeelten op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied die het doorkruisen, met een verontreinigingsrisico van de grondwateren, worden aangelegd om het risico te voorkomen of om het zoveel mogelijk te beperken.

De nieuwe weggedeelten die het gebied doorkruisen worden voorzien van waterdichte opvangsystemen voor de opvang van alle vloeistoffen of stoffen die er toevallig in geloosd kunnen worden;

2° de parkeerruimten van meer dan vijf motorvoertuigen worden waterdicht gemaakt en voorzien van een opvangsysteem voor de afvoer van vloeistoffen naar een koolwaterstoffenafscheider.

De overdekte landbouwloodsen die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan, zijn niet verplicht om de bodem waterdicht te maken, op voorwaarde dat de onderhouds- en bevoorradingshandelingen van de motorvoertuigen in de loodsen streng worden verboden;

3° de lozingen en de afvoer van afvalwater of gezuiverd water mogen slechts in waterdichte riolen, afvoerleidingen of geulen plaatshebben;

4° de plaatsen met een dierenconcentratie zoals de drinkbak, de voerbak, het mobiel melken, het voeden, mogen gedurende twee opeenvolgende jaren niet op dezelfde plaats worden opgericht, twee opeenvolgende installaties moeten een afstand van minstens 20 meter bewaren. Ze worden op de grootst mogelijke afstand van de waterwinning uitgevoerd en buiten de preferentiële infiltratiegebieden naar de grondwateren (dolines, karstische verliezen,...) die in het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied worden opgenomen en bepaald;

5° de nieuwe transformatoren worden op een plaat van gewapend beton geplaatst die als retentiebak dient.

De bestaande transformatoren op het ogenblik van de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied zijn voorzien van een systeem voor de opvang van de vloeistoffen in geval van lekkage.

§ 3. De bepalingen voor het in overeenstemming brengen in het dichtbijgelegen voorkomingsgebied zijn de volgende :

De opslag van organische stoffen die vloeibare lozingen kunnen vrijmaken, en die op de site van hun productie aanwezig zijn op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van een dichtbijgelegen voorkomingsgebied, worden in waterdichte kuipen of ontvangers gezet of geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die elke vloeibare lozing uitsluit.

Meer bepaald, de opslagplaatsen van dierlijke meststoffen op de hoeve die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot bepaling van een dichtbijgelegen voorkomingsgebied bestaan, worden gevormd met inachtneming van de voorwaarden bepaald in hoofdstuk IV van deze titel. Deze bepaling is van toepassing binnen de termijnen bedoeld in artikel R. 460.

De opslagplaatsen van inkuilingsproducten die vloeibare lozingen kunnen vrijmaken, en die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van een dichtbijgelegen voorkomingsgebied bestaan, worden in waterdichte ontvangers gezet of geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die elke vloeibare lozing uitsluit;

§ 4. Voor de nieuwe werken, bouwwerken of installaties zijn de bepalingen van dit artikel onmiddellijk van toepassing te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

In het bijzonder geval van ingegraven tanks met koolwaterstoffen of producten die stoffen van lijst I of II bevatten die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bedoeld in § 1, 2°, bestaan, wordt binnen twee jaar na de aanwijzing van het afgelegen voorkomingsgebied een dichtheidstest uitgevoerd door een technicus die erkend wordt overeenkomstig artikel 634^{ter}/4 van titel III van het Algemeen reglement op de arbeidsbescherming, vergezeld van een diagnose van de resterende nuttige levensduur. Als er bij een uitgeteste ingegraven tank geen gebrekkige dichtheid wordt vastgesteld en dat zijn gediagnosticeerde levensduur meer dan vier jaar bedraagt, worden nieuwe tests uitgevoerd halverwege de gediagnosticeerde levensduur, en zo verder, tot de termijn vastgelegd door de Minister voor het weghalen ervan.

De ingegraven tanks die in overeenstemming zouden zijn gebracht met de bepalingen die van toepassing zijn in de voorkomingsgebieden vóór de inwerkingtreding van deze voorwaarden moeten pas na een specifieke levensduur van twintig jaar aan deze voorwaarden voldoen.

Als de tests een gebrekkige dichtheid of een levensduur van minder dan vier jaar aantonen, wordt de ontvanger onmiddellijk weggehaald.

De dichtheidstests worden ten laste genomen overeenkomstig de wetgeving betreffende de opslaginstallaties, bij gebrek aan een geldig dichtheidscertificaat. Als geen enkele wetgeving van toepassing is, worden de dichtheidstests ten laste genomen door de exploitant van de waterwinning.

Art. R. 167. § 1. In de afgelegen voorkomingsgebieden zijn verboden :

1° de centra voor technische ondergraving bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de centra van klasse 3 bedoeld in rubriek 90.25.03, de centra van klasse 4.A bedoeld in rubriek 90.25.04.01 en de centra van klasse 5.3 bedoeld in rubriek 90.25.05.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan;

2° de aanleg van nieuwe kampeerterreinen;

3° de aanleg van nieuwe kerkhoven;

4° de aanleg van nieuwe CTO's van klasse 3, met uitzondering van de centra die op het plan van de centra voor ondergraving vermeld zijn.

§ 2. In het afgelegen voorkomingsgebied :

1° de nieuwe parkeerruimten van meer dan twintig motorvoertuigen worden waterdicht gemaakt en voorzien van een opvangsysteem voor de afvoer van de vloeistoffen naar een koolwaterstoffenafscheider;

2° de opslag van organische stoffen die vloeibare lozingen kunnen vrijmaken, wordt gevormd om de infiltratie van afvloeisel in de bodem en in het grondwater te voorkomen;

De opslag wordt altijd opgericht buiten de preferentiële infiltratiegebieden naar de grondwateren (dolines, karstische verliezen,...) die in het besluit van het voorkomingsgebied worden opgenomen en bepaald;

Op de site van hun productie wordt de opslag opgenomen in waterdichte kuipen of ontvangers, of geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die elke vloeibare lozing uitsluit.

De opslag van dierlijke meststoffen wordt gevormd met inachtneming van de voorwaarden omschreven in hoofdstuk IV van deze titel. In afwijking van § 5, is de bepaling in de eerste zin van dit lid van toepassing volgens de termijnen bedoeld in artikel R. 460. als de opslag op de hoeve wordt gevormd.

De opslagplaatsen van inkuilingsproducten die vloeibare lozingen kunnen vrijmaken worden opgenomen in waterdichte kuipen of ontvangers, of geplaatst op ondoorlaatbare oppervlakten die elke vloeibare lozing uitsluit;

3° de nieuwe transformatoren worden op een plaat van gewapend beton geplaatst die als retentiebak dient.

De bestaande transformatoren op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied zijn voorzien van een beschermingsvoorziening tegen de overbelasting om het gevaar voor een hulselbreuk tot een minimum te herleiden;

4° De tanks met dubbele wand zijn ingegraven of geplaatst in een opgehoogde kuil. Ze zijn uitgerust met een systeem voor permanente dichtheidscontrole voorzien van een visueel en akoestisch alarmsysteem indien één van de wanden aan dichtheid verliest.

§ 3. De bepaling voor het in overeenstemming brengen in het afgelegen voorkomingsgebied is de volgende :

In het afgelegen preventiegebied worden langs alle hoofdverkeerswegen, aan hun ingang en uitgang, door de exploitant borden aangebracht die conform zijn aan het model in bijlage LVI en een voorkomingsgebied aangeven.

§ 4. Voor de nieuwe werken, bouwwerken of installaties zijn de bepalingen van dit artikel onmiddellijk van toepassing te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

Art. R. 168. In het toezichtsgebied :

1° als de Minister vaststelt dat de overeenkomstig artikel 165 § 2, 1°, getroffen restrictieve maatregelen in het (de) voorkomingsgebied(en) gelegen binnen het toezichtsgebied onvoldoende zijn, kan hij, voor het gehele toezichtsgebied of een gedeelte ervan, maatregelen van dezelfde aard nemen. In dit gebied kan hij o.a. de verspreidingen van dierlijke meststoffen, van producten die voor landbouwdoeleinden verspreid mogen worden, en van stikstofhoudende meststoffen beperken tot de in hoofdstuk IV van deze titel bedoelde maximumdosissen toegelaten in de kwetsbare gebieden.

Hij kan ook maatregelen van dezelfde aard en volgens dezelfde criteria bepalen in de toezichtsgebieden die niet met een waterwinning verenigd zijn. De gehalten aan nitraten worden dan geëvalueerd op een representatief controlepunt van de grondwateren;

2° als de Minister vaststelt dat de overeenkomstig artikel 165, § 2, 2°, getroffen restrictieve maatregelen in het (de) voorkomingsgebied(en) gelegen binnen het toezichtsgebied onvoldoende zijn, kan hij, voor het gehele toezichtsgebied of een gedeelte ervan, maatregelen van dezelfde aard nemen.

Art. R. 169. Voor de aanpassingswerken van de werken, bouwwerken of installaties die op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan en die nog niet zijn uitgevoerd op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, worden de termijnen bepaald door de besluiten tot afbakening van de gebieden, genomen vóór de inwerkingtreding van dit besluit, herzien. Hiertoe introduceren uiterlijk 1 april 2011 de bij het voorkomingsgebied betrokken exploitanten een geactualiseerd programma dat de nog te voeren acties, een kostenraming, het bedrag van de nog te betalen vergoedingen en een uitvoeringsplanning bevat, goedgekeurd door de "Société publique de Gestion de l'Eau" als ze door een dienstencontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water met de exploitant verbonden is.

Onderafdeling 6. — Maatregelen met betrekking tot bepaalde steengroeven

Art. R. 170. § 1. Onderafdeling 5 van deze afdeling is niet van toepassing op steengroeven die in bedrijf zijn.

Wanneer een grondwaterwingebied zich in een steengroeve in bedrijf bevindt of wanneer een steengroeve in bedrijf zich in een voorkomingsgebied bevindt :

1° mogen de werktuigen die in de steengroeve gebruikt worden, geen koolwaterstoflekken vertonen; in voorkomend geval worden zij onmiddellijk voor herstelling weggebracht;

2° mogen enkel de voor de exploitatie van de steengroeve gebruikte producten zich in de groeve bevinden;

3° moeten de producten die de kwaliteit van de grondwaterlaag kunnen aantasten, hetzij opgeslagen worden in waterdichte retentiekomen met een omvang die minstens gelijk is aan de gehele omvang van de in elke kom bewaarde tanks, hetzij opgeborgen worden in vatten of ontvangers die zelf opgeslagen zijn op een ondoorlatende oppervlakte voorzien van een opvangsysteem dat elke vloeibare lozing uitsluit;

4° zijn verliesputten verboden in het voorkomingsgebied.

Huishoudelijk en sanitair afvalwater wordt hetzij uit de steengroeve en het voorkomingsgebied via waterdichte leidingen afgevoerd, hetzij ter plaatse in waterdichte vatten of ontvangers opgeslagen, en door erkende putjesscheppers afgevoerd.

§ 2. De bepalingen van § 1, tweede lid, zijn niet van toepassing op :

- proefbemalingen;

- tijdelijke bemalingen;

- de tot drinkwater verwerkbare winplaatsen of bestemd voor menselijke consumptie met een waterwinningscapaciteit gelijk aan 10 m³/dag of minder of die minder dan vijftig personen bevoorraden als de levering niet plaatsvindt in het kader van een commerciële, toeristische of openbare activiteit;

- de winplaatsen van water dat niet tot drinkwater verwerkbaar is en dat niet voor menselijke consumptie bestemd is met een waterwinningscapaciteit gelijk aan 10 m³/dag en 3 000 m³/jaar ».

Art. 3. Artikel R. 458 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt opgeheven.

Art. 4. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de bijlagen LV en LVI ingevoegd.

Bijlage LV

Tabel van de referentietermijnen voor het in overeenstemming brengen

Doel	Gebied IIa		Gebied IIb	
	Referentie van het artikel	Termijnen	Referentie van het artikel	Termijnen
circuits of terreinen voor motorsporten	R. 165. § 1, 1°	2 jaar	R. 165. § 1, 1°	4 jaar
verliesputten, met de afvoer van het regenwater inbegrepen	R. 165. § 1, 2°	2 jaar	R. 165. § 1, 2°	4 jaar
Bovengrondse opslag van koolwaterstoffen en stoffen van lijst I of II	R. 165. § 2, 3°	3 jaar	R. 165. § 2, 3°	4 jaar
Bovengrondse opslag van vaste stoffen van lijst I of II	R. 165. § 2, 4°	3 jaar	R. 165. § 2, 4°	4 jaar
Leiding voor koolwaterstoffen en producten lijst I of II	R. 165. § 2, 5°	3 jaar	R. 165. § 2, 5°	4 jaar
overdekte omheinde dierenruimten	R. 165. § 2, 7°	2 jaar	R. 165. § 2, 7°	2 jaar
installatie voor de wegwerking of de valorisatie van afval	R. 165. § 2, 8°	2 jaar	R. 165. § 2, 8°	2 jaar
Opslag van bestaande vloeibare koolwaterstoffen	R. 165. § 3, 1°	3 jaar	R. 165. § 3, 1°	12 jaar
in onbruik geraakte tanks	R. 165. § 3, 2°	3 jaar	R. 165. § 3, 2°	4 jaar
individueel zuiveringssysteem (noodgeval of uitzonderlijk geval)	R. 165. § 3, 3°	onmiddellijk	R. 165. § 3, 3°	onmiddellijk
centrum voor technische ondergraving	R. 166. § 1, 1°	4 jaar	R. 167. § 1 ^{er} , 1°	4 jaar
Ingegraven opslag van koolwaterstoffen en gevaarlijke stoffen	R. 166. § 1, 2°	Volgens de dichtheidstests bedoeld in artikel R. 167 § 5 en uiterlijk binnen drie jaar	R. 165. § 2, 3° en § 3, 1°	Volgens de dichtheidstests bedoeld in artikel R. 167 § 5 en uiterlijk binnen twaalf jaar
ondergrondse verspreiding van huishoudelijke effluenten	R. 166. § 1, 3°	2 jaar		
opslag van organische stoffen buiten de productiesite	R. 166. § 1, 4°	1 jaar		
plaats met een permanente dierenconcentratie	R. 166. § 1, 5°	1 jaar		
opslag van risicoproducten	R. 166. § 1, 6°	2 jaar		
niet-waterdichte vergaarkom	R. 166. § 1, 7°	4 jaar		
kampeerterrein	R. 166. § 1, 8°	2 jaar		
bestaande weg	R. 166. § 2, 1°, eerste lid	2 jaar		
nieuwe weg	R. 166. § 2, 1°, tweede lid	onmiddellijk		
parkeerzone > 5 voertuigen	R. 166. § 2, 2°	2 jaar		
riool, afvoerleiding of waterdichte geul	R. 166. § 2, 3°	2 jaar		
mobiele bestaande plaats met dierenconcentratie	R. 166. § 2, 4°	1 jaar		
transformator	R. 166. § 2, 5°	2 jaar	R. 167. § 2, 3°	2 jaar
Opslag op de hoeve van dierlijke meststoffen en opslag van inkuilingsproducten	R. 166. § 3, 1°, eerste en derde lid	2 jaar	R. 167. § 2, 2°, behalve vierde lid	2 jaar
Ingegraven tank voor de opslag van koolwaterstoffen en stoffen van de lijsten I of II			R. 167. § 2, 4°	4 jaar
bord			R. 167. § 3, 1°	1 jaar

Bijlage LVI. — AANWIJZINGSBORDEN VAN HET VOORKOMINGSGEBIED

Aanwijzingsbord van het voorkomingsgebied

Voorkomingsgebied voor waterwinning

Grondwaterwinning(en) van « Naam van de Gemeente »

Na(a)m(en) van de waterwinning(en)

Referentienummer(s) van de waterwinning(en)

Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer)

Te verwittigen BIJ ONGEVAL :

Na(a)m(en) van de houder(s) van de milieuvergunning(en) betreffende de waterwinning(en) : telefoonnummer van de contactpersoon »

REGION WALLONNE (WAALS GEWEST) – SOS POLLUTION : 070-23 30 01

CIVIELE BESCHERMING : dienst 100

Gemeenschappelijk Europees oproepnummer : 112

Logo van de vergunninghouder

Detail van de kleuren

Afmetingen in mm

Blauw

Reflecterend wit

AANWIJZINGSBORD OM HET EINDE VAN HET VOORKOMINGSGEBIED AAN TE DUIDEN

Voorkomingsgebied voor waterwinning

Grondwaterwinning(en) van « Naam van de Gemeente »

Na(a)m(en) van de waterwinning(en)

Referentienummer(s) van de waterwinning(en)

Logo van de subsidiërende instelling

Te verwittigen BIJ ONGEVAL :

« Na(a)m(en) van de houder(s) van de milieuvergunning(en) betreffende de waterwinning(en) : telefoonnummer van de contactpersoon »

REGION WALLONNE (WAALS GEWEST) – SOS POLLUTION : 070-23 30 01

CIVIELE BESCHERMING : dienst 100

Gemeenschappelijk Europees oproepnummer : 112

Logo van de vergunninghouder

Legende van de kleuren

Afmetingen in mm

Blauw

Rood

Reflecterend wit

Art. 5. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering en de sortering van afval van klasse B2 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afval van klasse B2, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afgewerkte oliën, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B2, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afval van klasse B1, worden de woorden « R. 157 » vervangen door de woorden « R. 154 » en worden de woorden « R. 159, § 1, 1° en R. 160° » vervangen door de woorden « R. 156, § 1, en R. 157 ».

Art. 6. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren, van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van schaap- en geitachtigen, van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van runderen van zes maanden en meer, worden de woorden « R. 157 en R. 160 » vervangen door de woorden « R. 154 en R. 157 ».

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN